

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique
Ecole Nationale Supérieure de Management
Koléa



وزارة التعليم العالي و البحث العلمي
المدرسة الوطنية العليا للمناجنت
القلعة

MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES

Master en Management des Organisations

**Le rôle des institutions financières dans le
financement des investissements**

Cas : BNP Paribas El Djazair

Élaboré par :
MOKHTARI Wissem

Encadré par :
DR . BOUCHETARA Mehdi

Année 2019/2020

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	I
REMERCIEMENTS	II
TABLE DES MATIÈRES	III
LISTE DES TABLEAUX	VI
LISTE DES FIGURES.....	VII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : CADRE THÉORIQUE	5
CHAPITRE II : CADRE MÉTHODOLOGIQUE	36
CHAPITRE III : RÉSULTATS ET DISCUSSIONS.....	61
CONCLUSION.....	78
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	80
ANNEXE	83

RÉSUMÉ

Les institutions financières assurent une partie importante du financement des activités économiques, ainsi les banques représentent un rôle stratégique dans la croissance économique. A l'aide d'une étude sur une entreprise x au sein de la siège social de la BNP Paribas el Djazair nous avons mesuré l'importance et le rôle des institutions financières dans le financements des investissements .Les résultats ont montré que cela ne peut se faire que par un diagnostic au préalable par l'un des agents bancaire ou financier par le biais de valeurs ou de ratios expliquant l'état ainsi que la fiabilité des entreprises et les risques engendré tout en prenant compte de l'impact futur sur la situation financière et économique du pays.

Mots clés : Crédits d'investissements, Financements bancaires, Système financier bancaire, analyse, solvabilité, rentabilité.

ABSTRACT

Financial institutions provide an important part of the financing of economic activities, so banks represent a strategic role in economic growth. Using a study on a company x within the head office of BNP Paribas el Djazair, we measured the importance and the role of financial institutions in the financing of investments. The results showed that this cannot be done only by a preliminary diagnosis by one of the banking or financial agents by means of values or ratios explaining the state as well as the reliability of the companies and the risks generated while taking into account the future impact on the financial and economic situation of the country.

Keywords: Investment loans, Bank financing, Banking financial system, analysis, solvency, profitability.

ملخص

تقدم المؤسسات المالية جزءاً مهماً من تمويل الأنشطة الاقتصادية ، لذلك تمثل البنوك دوراً استراتيجياً في النمو داخل المكتب الرئيسي لبنك بي إن بي باريبا الجزائر ، قمنا بقياس أهمية x الاقتصادي. باستخدام دراسة على شركة ودور المؤسسات المالية في تمويل الاستثمارات ، وأظهرت النتائج أن هذا لا يمكن أن يكون يتم إجراؤه فقط من خلال تشخيص أولي من قبل أحد الوكلاء المصرفيين أو الماليين عن طريق القيم أو النسب التي توضح الحالة وكذلك موثوقية الشركات والمخاطر الناتجة مع مراعاة التأثير المستقبلي على الوضع المالي والاقتصادي للبلاد.

الكلمات المفتاحية: القروض الاستثمارية ، التمويل المصرفي ، النظام المالي المصرفي ، التحليل ، الملاءة المالية ، الربحية.

REMERCIEMENTS

Avant tout, je tiens à remercier ALLAH, le tout-puissant, de m'avoir donné la volonté et la patience afin d'achever ce travail.

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce à plusieurs personnes à qui, je voudrais témoigner toute ma gratitude.

Je voudrais tout d'abord adresser toute ma reconnaissance et gratitude à mon encadreur DR.BOUCHETARA Mehdi et pour la patience qu'il m'a adressée, sa disponibilités et surtout ses judicieux conseils qui ont contribué à alimenter ma réflexion et à m'encourager à donner le meilleur de moi-même malgré la difficulté de la situation actuelle.

Je remercie également l'ensemble du personnel de la BNP Paribas , en particulier mon tuteur Mr REBZANI Islam qui m'a accompagné durant toute cette période de stage et qui a fait en sorte que je mène à bien mon étude.

Je tiens à exprimer mes profonds remerciements, pour mes chers parents, ainsi que ma sœur pour leurs soutiens, leurs patiences et leurs encouragements durant la réalisation de ce travail.

Je tiens, également, à remercier chaque personne qui, de près ou de loin, a contribué à la réalisation de ce travail.

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	I
REMERCIEMENTS	II
TABLE DES MATIÈRES	III
LISTE DES TABLEAUX	IV
LISTE DES FIGURES	V
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
- L'accroche et intérêt du thème	2
- La problématique	2
- La méthodologie	3
- Terrain de recherche.....	3
- Le plan d'étude	4
CHAPITRE 1 : CADRE THÉORIQUE	
SECTION 1 : REVUE DE LITTÉRATURE	6
1.1. Intermédiaires financiers	6
1.2. L'investissement en économie	7
1.3. Le financement par emprunt	10
SECTION 2 : CADRE CONCEPTUEL	
Sous-section 1 : notion sur le système financier	11
1.1. Définition du système financier	12
1.2. Déterminants d'un développement financier	13
1.3. Développement des institutions financières.....	14
Sous-section 2 : notion sur le système bancaire	
2.1. Définition d'une banque	15
2.2. Le système bancaire algérien	16
2.3. Classification des banques algériennes	20
2.4. Les opérations bancaires	23
Sous-section 3 : Notion sur le financement d'investissement par l'octroi de crédits	
3.1. Définition d'investissement	23
3.2. L'importance et motivation d'investissement	25
3.3. Classification des investissements	27
3.4. Financement d'investissement par le biais de la banque	30
CHAPITRE 2 : CADRE MÉTHODOLOGIQUE	
SECTION 1 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET CADRE ORGANISATIONNEL	
Sous- section 1 : Méthodologie de recherche	35
1.1. La démarche méthodologique.....	35
1.2. La collecte des données	36
1.3. Analyse des données	37

Sous-section 2 : présentation de l'entreprise BNP Paribas El Djazair.....	37
1.1. Présentation BNP Paribas	37
1.2. Présentation BNP Paribas El Djazair	38
1.3. Activité principale de BNP Paribas	39
1.4. Analyse de l'environnement de BNP Paribas	40
SECTION 2 : ANALYSE FINANCIÈRE D'OCTROI DE CRÉDIT	
D'INVESTISSEMENT	
Sous-section 1 : Etude technico – économique	41
1.1. Constitution du dossier de crédit (know your Customer)	42
1.2. L'analyse du projet	44
1.3. Analyse du marché	44
1.4. Analyse commerciale	44
1.5. Analyse technique	45
1.6. L'analyse des coûts	45
Sous-section 2 : Etude financière	
2.1. Bilan financier	46
2.2. Le compte de résultat	49
2.3. Capacité d'autofinancement	51
2.4. Analyse par les ratios	53
SECTION 3 : ANALYSE DES RISQUES	
3.1. Définition du risque	57
3.2. Identification des risques de crédit	58
CHAPITRE 3 : RÉSULTATS ET DISCUSSIONS	
SECTION 1 : PRÉSENTATION DU DEMANDEUR DE CRÉDIT	61
1.1. Historique des crédits et nouvelle demande	64
1.2. Etude de marché	63
1.3. Etude commercial	64
SECTION 2 : FINANCIÈRE ANALYSE SUR L'ENTREPRISE X	
2.1. Analyse du bilan financier	65
2.2. Calculer l'équilibre financier	68
2.3. Capacité d'autofinancement	69
2.4. Analyse par les ratios	69
SECTION 3 : INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS FINANCIERS ET	
DISCUSSIONS	
3.1. Analyse de la structure du bilan	70
3.2. Interprétation de l'analyse de l'équilibre financier	72
3.3. Interprétation de l'analyse des ratios	72
3.4. Discussions concernant le cas	74
CONCLUSION GÉNÉRALE	76
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	78
ANNEXE	80

LISTE DES TABLEAUX

VI

Tableau 1 : Évolution du système bancaire Algérien de l'indépendance a 1966.....	16
Tableau 2 : Évolution du système bancaire Algérien de 1966-1978	17
Tableau 3 : Évolution du système bancaire Algérien de 1988 à nos jours	19
Tableau4 : Types de crédits d'investissement	32
Tableau 5 : Types de crédits-baux	33
Tableau 6 : Généralités sur l'étude quantitative	36
Tableau 7 : les points de différences de BNP Paribas par rapport aux autres banques	40
Tableau 8 : Analyse SWOT de BNP Paribas	41
Tableau 9 : Récapitulatif des chiffres des différentes rubriques de l'investissement.....	45
Tableau10 :les valeurs de l'actif	47
Tableau 11 : Les valeurs du passif	47
Tableau 12 : Ratios de structure financière	53
Tableau 13 : Ratios de rentabilité	54
Tableau 14 : Ratios de liquidité	55
Tableau 15 : Ratios de gestion	56
Tableau 16 : Les moyens matériels de l'entreprise x	62
Tableau 17 : Analyse de l'actif de l'entreprise x 2016- 2018	65
Tableau 18 : calcule des rotations de l'entreprise x	66
Tableau 19 : Totale passif de l'entreprise x	66
Tableau 20 : Chiffre d'affaires de l'entreprise x	67

Figure1 : Les mécanismes du système financier	12
Figure 2 : Les différents stades de développement financier caractérisant la structure....	14
Figure3 : Les opérations bancaires	23
Figure4 : Les types de crédits d'exploitation	33
Figure 5 : Phases de l'étude quantitative	36
Figure 6: Réseau international de BNP Paribas	38
Figure 7 : Réseau BNP Paribas en Algérie	39
Figure 8 :Le total actif de l'entreprise x 2016-2018	66
Figure 9 : Le total Passif de l'entreprise x 2016-2018.....	67
Figure 10 : Chiffre d'affaires de l'entreprise x	67
Figure 11 : Comparatif entre fond de roulement, besoin de fond de roulement et trésorerie de l'entreprise X 2016-2018	68
Figure 12 : CAF de l'entreprise x 2016-2018	69

INTRODUCTION

“ Les investissements d'aujourd'hui sont les profits de demain et les emplois d'après-demain. ”

Helmut Schmidt

Le secteur financier et notamment le rôle des banques dans les mécanismes économiques sont considéré comme maillon important dans les politique monétaire , toutefois étant un sujet de débat depuis des décennies, entre différentes tendances économiques , se tournant vers l'apport positive de l'impact des institutions financières que ça soit sur la croissance ou la productivité, essentiellement caractérisé par le secteur bancaire qui encourage à un équilibre global.

Dans l'énorme vague des changements économiques, l'innovation et la créativité sont mises en avant, et les entreprises jouent un rôle fondamental dans le processus en question, suscitant l'attention des milieux bancaire qui s'adaptent au changement du marché financier et qui encourage les pratiques de ces derniers en accordant des financements et en accompagnant les entrepreneurs à garantir une valeur ajoutée et une croissance socioéconomique par l'option de crédit d'investissement.

L'époque de Smith coïncide avec l'avènement de la banque moderne , considérant les banques comme un intermédiaire facilitant les transactions monétaires pour les emprunteurs suivi de Thornton indiquant que les banques ont également un rôle important dans le financement des investissements et la création d'emplois estimant qu'un encadrement serait nécessaire. (Giorgio Fagiolo , Daniele Giachini , Andrea Roventini, 2019)

D'une manière générale, les banques jouent un rôle important au sein d'une économie défini comme étant des entreprises ou des établissements qui ont pour opérations la réception de fonds du public , de crédit ainsi que la mise à la disposition de la clientèle ou la gestion de moyens de paiement, or d'intermédiaire entre les détenteurs de capitaux et les demandeurs de capitaux et les personnes qui ont besoin de fonds tel que l'accroît des crédits orientée clientèles (particulier ou entreprises) ,Sans compter qu'à long terme, l'investissement détermine les capacités de production d'une économie, et en constituant le vecteur du progrès technique, délimite son potentiel de croissance.

Par ailleurs, le système bancaire ne devient pas seulement un établissement fournissant des liquidités pour une production courante, mais aussi un financement à court ou long terme d'investissement et un d'innovation et de création de croissance et de productivité dans les économies.

L'accroche et intérêt du thème :

L'autofinancement pour certains entrepreneurs ou firme paraît impossible, ainsi si ce dernier ne dispose pas de liquidités suffisantes elle ne peut supporter le coût d'une création ou d'une extension de son activité, et avec la crise sanitaire de cette année due au COVID19 plusieurs firmes ont perdu de leurs épargnes et de nouvelles idées de création de projet ont surgi grâce aux besoins du marché.

À cet égard, durant les siècles derniers jusqu'à aujourd'hui le système bancaire c'est adapté à ce genre de difficultés dans le cas où ces entreprises ne peuvent pas assurer elle-même la totalité ou une partie de ce financement, et afin de donner une chance au porteur de projet et au développement de l'économie du pays et l'évolution de l'environnement économique.

Ce thème a été choisi afin de clarifier l'idée autour de ce financement et la valeur ajoutée qu'une institution financière telle que la banque peut apporter à l'économie et les entrepreneurs et à encourager l'innovation et la créativité des individus en leurs facilitant ou même en leur donnant un coup de pouce à passer d'une idée à un résultat réel pour un produit ou un service qui à la fin aidera toute une société.

Problématique :

Le secteur financier est constitué d'institutions financières et marché financiers , les principales institutions financières sont les banques qui elles-mêmes représentent une partie importante dans le développement des entreprises , dans le cadre de notre travail, nous allons essayer d'apporter les éléments de réponse à la question suivante :

Dans le cadre d'un financement d'investissement, quel est le rôle des institutions financières dans ce développement d'économie ?

Au centre de cette question principale, se trouvent trois questions secondaires qui nous permettront de cerner le rôle des institutions financières :

- Comment procèdent les institutions financières bancaires au développement des entreprises ?
- Quel est le processus d'octroi d'un crédit d'investissement ?
- Sur quelle base la banque définit une entreprise solvable ?

Hypothèses :

N1 : Le montage d'un bon dossier de crédit est défini par le taux d'influence de l'analyse de déterminants et informations fournis par le commerçant. (KIAYIMA KITENGIE, 2019)

N2 : La situation financière est toujours prise en compte dans le processus d'octroi de crédit et demeure importante. (KIAYIMA KITENGIE, 2019)

N3 : L'évolution financière d'une entreprise sur le marché contribue à l'évolution économique. (KIAYIMA KITENGIE, 2019)

La méthodologie :

Pour nous permettre de présenter ce travail de recherche, nous avons réuni la documentation nécessaire et suffisante sur la question de financement de crédit à moyen terme sur une entreprise x que nous avons traité, analysé et synthétisé. Ce travail de recherche nous a permis de définir la notion des crédits de l'investissement et de l'apport bancaire au développement des entreprises ainsi que de l'économie.

Pour approfondir notre étude, nous avons traité un cas de financement assuré par une banque étrangère à savoir la BNP Paribas.

Pour le traitement de nos données et la synthèse en graphique, nous avons complété notre étude avec le logiciel EXCEL STAT 2016.

Terrain de recherche :

Pour nous permettre de réaliser ce travail de recherche, nous avons réuni la documentation nécessaire au sujet du financement d'investissement que nous avons traité, analysé et synthétisé, nous avons effectué notre étude au sein d'une banque de droit algérien, mais à 100% étrangère étant, BNP Paribas El Djazair.

Ainsi afin de nous rapprocher des cas réel d'entrepreneurs ou professionnels algériens, ce choix de terrain a été orienté et choisis automatiquement et son implication à offrir des services de qualité supérieure à l'ensemble de sa clientèle.

Le plan du mémoire :

Notre travail a été organisé en trois parties :

La première étant le cadre conceptuel présentant les approches théoriques débutant par une revue de littérature sur l'investissement dans la pensée économique, ainsi les généralités sur l'investissement, et les banques et financement.

Le deuxième chapitre est consacré au processus et les deux grands volets d'octroi d'un crédit d'investissement par la banque et les risques qui peuvent être engendré par ce dernier.

Finalement, le dernier chapitre étant l'étude de cas de financement d'investissement afin de mieux comprendre les différentes notions abordées dans notre travail.

CHAPITRE 1 : CADRE THÉORIQUE

Section 1 : La revue de la littérature

A première vue, le monde est confronté au fait que le bon fonctionnement du secteur financier est essentiel pour les résultats macroéconomiques et la transmission de la politique monétaire. Compte tenu des secteurs majeurs d'économie qui sont le secteur réel et le secteur financier le comportement des organisations et leurs ressources sont considéré comme objet principal de la finance , de plus le flux d'informations généré qui est considéré comme élément central définissant la qualité des projets et d'étude financière créant une relation entre le système externe orienté vers les marchés et le système interne.

Le développement financier est un volet important dans le développement de l'économie d'un pays, en se basant sur des études confirmant le lien entre ses derniers, cependant les banques restent la raison d'être des intermédiaires financiers. (Giorgio Fagiolo , Daniele Giachini , Andrea Roventini, 2019).

1.1.Les intermédiaires financiers

Goldsmith(1969) est considéré comme étant le fondateur de la théorie bancaire, déterminant deux types des intermédiaires financiers : les intermédiaires financiers primaires dont les fonds sont principalement approvisionné des ménages, des entreprises ou le gouvernement et les rendre disponibles à son tour aux mêmes groupes. Deuxièmement les intermédiaires financiers secondaires qui utilisent leurs propres fonds principalement pour acquérir les titres de créance ou contre les intermédiaires financiers primaires. (MOHAMMEDI FatimaZahra, 2018)

Historiquement, les banques sont considérées comme un intermédiaire financier , d'après les analyses menées par Gurley et Shaw en 1960 ,orienté vers l'importance des banques dans les activités sur les marchés financiers , hormis des activités traditionnelles telles que la collecte de dépôt , elle engendre deux spécificités principale de financement , en premier lieu la finance directe concernant des techniques d'opérations émis par des agents a besoin de financement envers des agents a capacité de financement , en second la finance indirecte par l'intervention d'in intermédiaire financier qui s'interpose entre un prêteur et un emprunteur Incitant à une analyse fonctionnelle et financière , permettant aux agents économiques d'engendrer un flux d'informations qui permet le suivi et la mise en œuvre des investissements ainsi que la gestion des risques validant l'existence des intermédiations financières dans le cadre néo-classique. (MOHAMMEDI FatimaZahra, 2018)

Le modèle utilisé par Gurlet et Shawn , définit les intermédiaires financiers comme facilitateurs d'échange par une certaine information générant des couts , néanmoins Diamond (1984) estime que les informations obtenue reste privé au niveau des banques seulement ce qui est diffèrent pour les autres intermédiaires qui rendent publique l'information en créant un lien entre les investissements et l'économie national. (Karima Bouaïss, Frédéric Lobez et Jean-Christophe Statnik, 2019)

Afin d'évaluer l'impact du système financier sur le terrain réel King et Levine (1993) ont effectué une étude à partir d'un échantillon de 77 pays sur une durée de 30 ans. La profondeur du secteur bancaire est estimée à sa taille devisé par le PIB du pays, selon trois variables qui sont la croissance des stocks de capital, croissance de la productivité et enfin la croissance de PIB réel. (Karima Bouaïss, Frédéric Lobez et Jean-Christophe Statnik, 2019)

Malgré que le système bancaire ne soit pas défini par la capacité du système financier de façon efficiente l'étude a été suivie par Levine et Zervos (1998) sur un autre échantillon comportant 42 pays entre 1976 et 1993 ajoutant une variable explicative aboutissant à une conclusion montrant que la croissance d'une économie est affectée par la liquidité du marché.

D'autres études ont été menées durant la même année par Rajan et Zingales portant sur l'effet du développement financier menée par le financement externe sur les secteurs industriels, créant une relation entre les financements externes et le taux de croissance et le développement financier, or si plus les consommateurs se tournent vers les financements externes avec un taux de croissance élevé plus nous enregistrons un développement financier plus élevé. (Karima Bouaïss, Frédéric Lobez et Jean-Christophe Statnik, 2019)

À travers ces travaux les auteurs ont mis en avant l'effet positif des acteurs du système bancaire et le taux de croissance dû au financement des investissements acquis à ces consommateurs et clients et son apport dans la croissance économique et sociale.

1.2.L'investissement en économie

L'investissement étant été introduit par Keynes entant qu'une quatrième sorte de demande de monnaie dans sa théorie générale comptant l'un de ses éléments ; la demande de biens d'investissement émanant des entrepreneurs eux-mêmes , créant une relation de corrélation entre l'investissement et le produit national .Considérant que le taux

d'intérêt comme étant dépendant des facteurs monétaires , ainsi donnant une certaine facilité à l'entrepreneur de réaliser son projet , et la banque après son traitement de dossier un pouvoir dans le marché financier au niveau de la production et de l'emploi. (Deleplace Ghislain , 2018).

Allen et Santomero (1998) ont contribué à ces études en affirmant que les intermédiaires se développent pour répondre aux innovations financières ayant déjà été proposées par H.Minsky. Portant l'accélération du développement de l'économie est accompagnée d'une accélération des innovations financières de marchés plus complexes. (Tadjeddine Yamina, 2018).

La pensée de Schumpeter estime que la croissance économique vient des financements de projet innovant, car il crée des moyens afin de faciliter les paiements et les investissements d'innovation à travers des crédits pour les entrepreneurs.

La pensée de Schumpeter se basant sur l'innovation, en donnant un rôle clé à l'entrepreneur dans le processus, ainsi que le rôle des institutions financières et leurs impacts sur le développement économique sous l'étiquette rationaliste, évolutionniste ou encore institutionnaliste. Considérant l'entrepreneur comme un individu ou un groupe d'individus qui agit afin de donner une réponse satisfaisante à un problème récurrent dans les systèmes, ou qui est en mesure de traiter une nouvelle demande. (Tim Mazzarol , Sophie Reboud, 2020).

(Giorgio Fagiolo , Daniele Giachini , Andrea Roventini, 2019) selon leur article concernant la finance et la croissance économiques considérant que durant les dernières décennies , les activités financières ont joué un rôle de plus en plus important dans le fonctionnement des économies nationales à travers le monde , ainsi leur questionnement a été si une financiarisation aussi forte influe sur les schémas de la croissance des pays mais qui est encore mal comprise.

Et pour cela, les études de Bagehot et Schumpeter ont fait valoir que plus de finances implique une croissance plus forte. Pourtant, des études ultérieures ont rejeté cette conclusion, proposant à la place ce développement financier suit simplement la croissance économique. En effet, les institutions financières peuvent être bénéfiques pour la croissance économique car ils peuvent réduire les frictions et fournir des informations sur les opportunités d'investissement. (Boyd et Prescott ; Greenwood et Smith).

Les résultats de recherches et développements sont naturellement en corrélation avec les niveaux de crédit. Cela est cependant conforme aux résultats de Giebel et Kraft une augmentation (ou une diminution) de l'offre de crédit génère des investissements considérable (ou plus faibles) et éventuellement, affecte positivement (ou négativement) l'activité d'innovation exercée par les entreprises.

(Tim Mazzarol , Sophie Reboud, 2020) Traitent dans leur ouvrage l'accès au financement étant comme l'un des défis les plus importants auxquels sont confrontés les entrepreneurs. Ces derniers sont généralement confrontés à trois sources:

- ☑ Financement Bootstrap; Le financement provenant des économies qui peut être conservé grâce à la gestion des flux de trésorerie et des bénéfices non répartis.
- ☑ Financement par emprunt: les financements empruntés à court et long terme auprès des banques, autres institutions financières et cartes de crédit.
- ☑ Financement par actions: financement obtenu auprès d'investisseurs informels et formels qui prennent part à l'entreprise pour un retour sur capital.

De ce point de vue, ainsi afin de mener au mieux un financement d'investissement d'un projet quelconque , les banques étudie au préalable les moindres contours de ce dernier or une analyse financière tendant à appréhender la rentabilité et les conditions techniques et économiques en tenant une analyse technico-économique afin d'assurer la viabilité de l'investissement.

La finance propose des outils afin de comprendre l'investissement dans toutes ces dimensions, et d'appréhender le portefeuille d'actifs et son évolution, ainsi explorer des industries ou technologies, pour introduire de nouvelles pratiques ou techniques plus productives dans les activités bancaires ou les financements de projets aidant à une croissance économique.

Comme de nombreux entrepreneurs, le propriétaire-gérant se considère comme un penseur possible tandis que le banquier se voit comme porteur de réalisme à la situation. L'une des principales causes d'échec des demandes de prêt bancaire par les petites entreprises est l'existence d'asymétries d'informations, où les informations disponibles pour le propriétaire-dirigeant et le banquier ne sont pas identiques. Pour approuver un prêt, le banquier a généralement besoin d'au moins deux sources de remboursement.

Le premier est une source principale de remboursement, comme les flux de trésorerie liés aux transactions. Le deuxième est une garantie contre la possibilité de faillite, en tenant compte de la valeur de l'entreprise en cas de liquidation.

1.3.Le financement par emprunt

(Tim Mazzarol , Sophie Reboud, 2020 , p. 398)Un financement obtenu auprès des banques et des institutions financières liées à court ou à long terme. La principale caractéristique du financement par emprunt est que c'est de l'argent obtenu d'un prêteur à un coût, généralement associé à un intérêt charge sur les remboursements. Le prêteur souhaite vivement que le principal du prêt soit remboursé, mais cherche également à gagner de l'argent grâce aux frais d'intérêt. Ce financement par emprunt est également garanti(en particulier les dettes à long terme) par des contrats juridiques qui compensent les risques sur les actifs détenus par l'emprunteur.

La majorité du financement utilisé par les PME , la moitié de ces entreprises avaient une banque prêts ou découverts, environ 40% avaient une forme ou une autre de crédit-bail et 11% étaient employant le financement du débiteur ou l'affacturage. Seulement 9% ont déclaré avoir utilisé des placements en actions, la tendance générale est passée des prêts à court terme aux prêts à long terme.

Les banques transforment le liquide à court terme, sans risque dépôt dans des prêts à risque à long terme, qui peuvent optimiser l'allocation de crédit mais ouvre également la possibilité de virements bancaires.

(Tim Mazzarol , Sophie Reboud, 2020) Se penchent sur le fait que le banquier ne cherche pas à obtenir un retour sur investissement et une stratégie de sortie anticipée. La plupart des banques veulent des clients et cherchent généralement à établir et à maintenir une relation à long terme avec l'emprunteur. Les banques recherchent des preuves d'une entreprise ayant une piste financière établie record. Lorsque vous vous adressez à une banque pour un financement, il est important de préparer un historique financier pour présentation.

En fin de compte, la notion de confiance dans les institutions de crédit telle que entre les banques et les emprunteurs se crée en forment des relations de confiance afin d'accomplir une action précise selon des engagements certains d'une croissance économiques.

Section 2 : Cadre conceptuel

Les investissements des entreprises et la date de leur réalisation sont des éléments importants de la dynamique de court et de long terme des économies. La volatilité dans le temps des dépenses d'investissement est en effet la principale composante des cycles économiques de court terme de l'économie.

Il est un indicateur important de la santé d'un pays. L'investissement contribue à adapter les capacités d'offres des entreprises à la demande, donc leur compétitivité et à plus long terme la croissance

L'accompagnement peut être défini comme un dispositif permettant aux entités accompagnées de bénéficier d'un taux de survie plus important que celles qui ne le sont pas.

Sous-section 1 : Notion sur le système financier

La mission d'une entreprise est ce qui justifie sa raison d'être. La prise de conscience de cette mission aide les gestionnaires à élaborer les objectifs, les plans et les décisions de l'entreprise. Normalement, pour assurer sa survie et l'accomplissement de sa mission, une entreprise se fixe quatre objectifs financiers: la rentabilité, la prospérité, la liquidité, la stabilité d'après Bergeron.

Le secteur financier impacte énormément sur le secteur réel, également sur la politique macroéconomique, en prenant exemple sur le communiqué fait par la (Banque de France, 2020) et les statistiques monétaires et financières à la fin de mars 2020 , l'impact du Covid 19 a été assez important sur les ménages ou entreprises observant une évolution dans les crédits bancaires et dépôts et les comportements de précaution concernant les trésoriers des entreprises suite à la chute des ventes impactant sur l'économie mondiale par de fortes perturbations sur les marchés des capitaux poussant les entreprises à se reporter vers les banques.

Toutefois afin de comprendre la connexion entre le développement économique et les institutions financières (les banques), nous devons assimiler quelques notions de base.

1.1. Définition du Système financier :

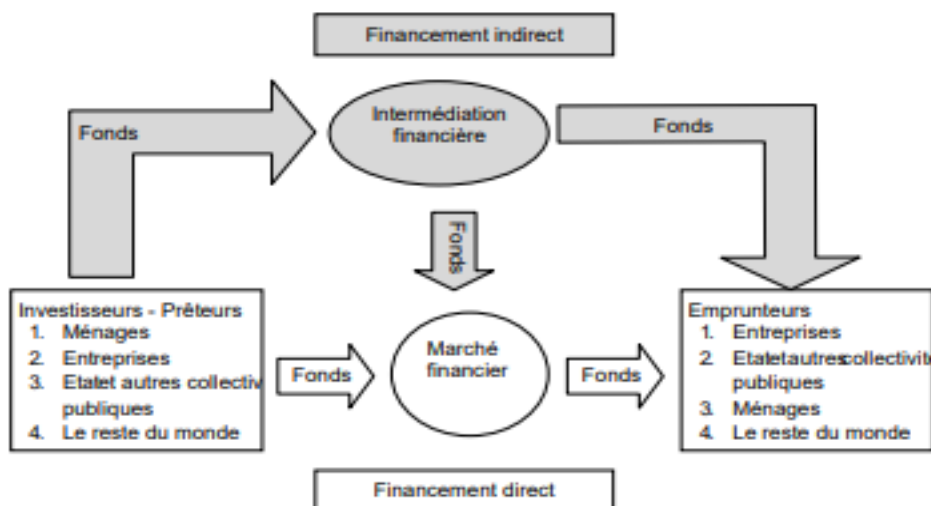
Étant un secteur important dans l'économie , (Mohammedi Fatima Zahra, 2018) il représente un ensemble d'institutions et d'instruments chargé des décisions d'épargne des individus au profit des entreprises et des gouvernements produisant un développement financier, répartition du capital , mobilisation des fonds pour les investissements et les financements des activités commerciales.

(Nasri Zahir, 2019) Un ensemble de mécanismes et d'agents par exemple les autorités comme la banque centrale, afin de mettre en relation des besoins du marché et les capacités de financement suivant certain mécanismes divisé en :

Finance indirecte : or les intermédiaires financiers qui jouent un rôle entre le prêteur et l'emprunteur comme les banques.

Finance directe : prise en charge directement par les agents à capacité de financement au compte des demandeurs de ce dernier.

Figure 1 : les mécanismes du système financier



Source : Moez Ouni (2011), « étude empirique de la relation entre le système monétaire et financier et la croissance économique », Thèse Pour l'obtention du grade de docteur en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, Université de Neuchâte, 2011, p2

1.2. Déterminants d'un développement financier :

Un développement financier se fait par le biais de plusieurs facteurs macroéconomiques, toutefois la croissance économique se mesure à certains indicateurs qui représentent l'augmentation du PIB sur une année, l'approche du développement est relative aux banques et aux marchés financiers.

Selon une étude faite par (Babacar Sène, 2018) indiquant qu'on pourra distinguer des indicateurs de mesure de taille et d'activité des banques qui est fait par les crédits, ainsi des indicateurs de mesure de la structure des systèmes financiers.

- Les indicateurs par mesure de taille à partir d'actifs de banques :

Selon une mesure de King et Levine en 1993, l'approche relative est l'addition des actifs financiers des banques plus la banque centrale.

Pour l'approche absolue, on observe les actifs des banques de dépôt rapportés au PIB, également les actifs du système bancaire rapportés au PIB.

- Les indicateurs par mesure de l'activité d'après les crédits :

Le plus utilisé est le crédit privé des banques de dépôts rapportés au PIB, ainsi que les crédits privés du système bancaire plus la banque centrale divisée par le PIB.

- Les indicateurs de mesure des marchés financiers :

Le développement des marchés financiers peut être évalué selon les marchés primaires, secondaires ou les marchés des actions ou d'obligations, se basant sur deux variables qui sont la structure financière qui contrôle l'importance du marché des actions par rapport aux banques, l'activité financière qui complète entre les banques et les marchés financiers.

La richesse d'un pays est influencée par ses variables bancaires, ainsi selon l'étude faite le financement bancaire représente en grande partie la croissance, d'où les investissements sont estimés comme facteurs positifs au développement financiers et par cela à la croissance du pays.

D'une manière générale un système financier développé stimule la croissance économique, certains économistes affirmant que c'est la croissance économique qui détermine le niveau de développement financier d'un pays.

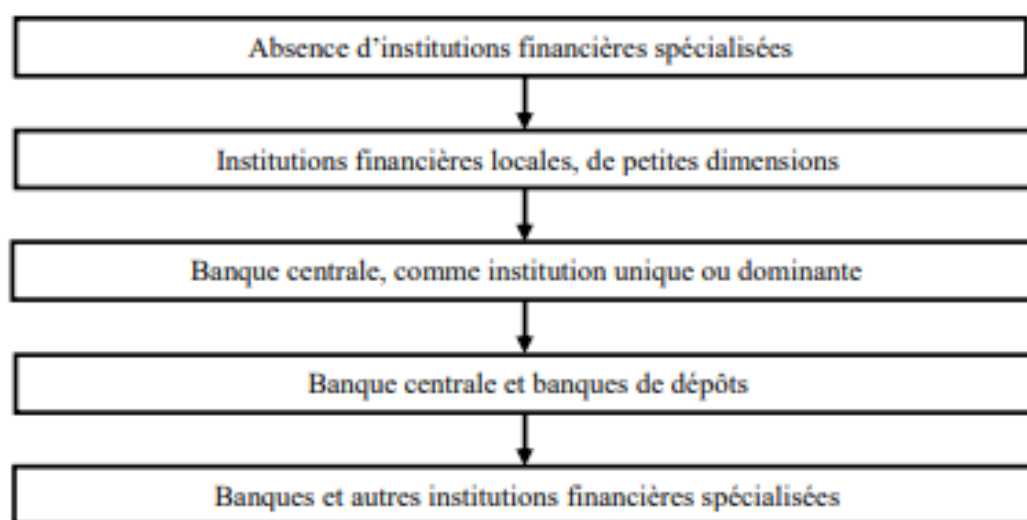
1.3. Développement des institutions financière :

Au premier abord, (Kara Rabah, 2017) Goldsmith considère que la structure financière évolue différemment dans divers pays, considérant les systèmes financiers comme acteurs stables et majeurs dans ce dernier.

Certes, le développement financier est généré par l'innovation et l'expansion d'une gamme d'instruments financiers soumis à des transformations continue sur court ou long terme, d'après des analyses d'informations et une collecte continue.

D'après la perspective de GOLDSMITH on identifie huit types de structures financières distingué par cinq niveaux de développement institutionnel :

Figure 2 : les différents stades de développement financier caractérisant la structure



Source : Kara Rabah , 2017 , Thèse de Doctorat , Sciences Economiques , « Analyse du développement financier de l'Algérie (1962- 2015) , approche institutionnelle historique » , université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou , p 33

Cette figure représente les différents stades de développement financier qui caractérise la structure financière durant les années selon Goldsmith , (Kara Rabah, 2017) toutefois après quelques critiques, McKinnon et Shaw démontrent la nécessité du taux d'intérêt dans le développement économique d'après la libéralisation financière , notamment par la hausse de l'épargne qui a son tour fructifie les ressources financières , qui sont mises en œuvre a l'investissement et éventuellement le taux de croissance de l'économie.

Sous - section 2 : Notion sur le système bancaire

Le système bancaire joue un rôle primordial et très important dans l'économie d'un pays, ce système a évolué vers une place indispensable dans la vie d'une économie.

2.1. Définition d'une banque :

Une banque est une entreprise qui a une activité financière. Elle constitue, juridiquement, une institution financière régie par le code monétaire et financier. Sa fonction principale consiste à proposer des services financiers tels que collecter l'épargne, recevoir des dépôts d'argent, accorder des prêts, gérer les moyens de paiement.

2.1.1 Définition économique :

Les banques sont des entreprises ou des établissements qui ont pour profession habituelle de recevoir sous forme de dépôt, des fonds du public qu'elles emploient sur leur propre compte en opérations de crédit ou en opérations financières.

(Danny Cassimon, Mark A. Dijkstra, Peter-Jan Engelen, 2019) Les banques parviennent à offrir une épargne sûre et liquide ainsi que des facilités de crédit à long terme, en diminuant les frais de recherche et autres frais de transaction, résolvant les éventuels décalages entre l'offre et la demande en termes de maturité et de degré de liquidité, et visant à résoudre les problèmes de risque et d'asymétrie d'information.

(Danny Cassimon, Mark A. Dijkstra, Peter-Jan Engelen, 2019) La banque est l'intermédiaire entre offrants et demandeurs de capitaux, le but de l'intermédiation financière des banques est de rendre le financement disponible pour l'investissement, conduisant à la croissance économique et à l'inclusion financière, c'est-à-dire à l'accès aux services financiers pour tous.

2.1.2 Définition juridique :

Les banques sont des personnes morales qui effectuent à titre de profession habituelle et principalement les opérations décrites aux articles 110 à 113 de la loi N° 90-10 du avril 1990 relative à la monnaie et au crédit.

Les opérations de banque comprennent la réception de fonds du public, les opérations de crédit ainsi que la mise à la disposition de la clientèle des moyens de paiement et la gestion de ceux-ci.

En définitive, les banques sont des établissements intermédiaires entre offrants et demandeurs de capitaux veillant à une épargne et une ouverture à investissement pour particulier ou entreprise tout en collectant les informations nécessaires afin d'éviter d'éventuels risques.

2.2. Le système bancaire Algérien :

Le secteur bancaire algérien a connu à partir de 1962 de profonds changements. Ces derniers avaient pour objectif la mise en place d'un système de financement pour différents secteurs de l'économie et permettraient ainsi leurs développements dans les meilleures conditions.

À la veille de l'indépendance de l'Algérie, le système bancaire se composait de filiales des banques étrangères implantées au nord du pays, notamment dans les villes portuaires. Et dont la finalité est d'assurer les opérations bancaires et financières nécessaires aux transactions commerciales.

2.2.1. De l'indépendance à 1966

(Ayad Fouzia, Tahir Kahina, 2016) Durant cette période, l'Algérie a opté pour le premier souci à la récupération de souveraineté monétaire par la création du dinar algérien « DA » et l'institut d'émission, c'est la Banque Centrale d'Algérie « BCA »

Tableau 1 : Evolution du système bancaire Algérien de l'indépendance à 1966

Instrument mis en place	Evènement les plus marquants
1 - La création de la « BCA » :	Dès le lendemain de l'indépendance, l'Algérie a récupéré sa souveraineté monétaire, en créant son propre institut d'émission dénommé « Banque Centrale d'Algérie » qui a été créée par la loi, n° 62-144 du 13/12/1962, Elle a pour fonctions principales : • D'émettre des billets de banque et réguler la circulation monétaire et de diriger et contrôler la distribution du crédit ; • D'acheter et de vendre de l'or de la devise ; • D'accorder des concours à l'Etat sous forme soit d'escomptes d'obligations cautionnées souscrites à l'ordre du trésor, soit d'avances pures et simples consenties à ce dernier ; • De placer et gérer les réserves des changes du pays ; • D'autoriser sous forme de Licence, les importations et exportations des opérateurs nationaux publics ou privés.

2-La Caisse Algérienne de Développement :	Après la naissance de la Banque Centrale d'Algérie, il fut créé la Caisse Algérienne de Développement « CAD », le 03/05/1963 par la loi n°63-165, établissement financier chargé notamment du financement des programmes d'investissements publics et des programmes d'importations. Elle reprend les tâches des organismes français ayant cessé leurs activités · Le crédit foncier de France ; · La caisse des dépôts et consignations ; · La caisse nationale des marchés de l'Etat
3-La Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance « CNEP »	La CNEP fut créée pour la collecte de l'épargne par la loi n°64-227 du 10/08/1964, sous forme d'établissement public jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière ; dont la mission consiste essentiellement à collecter l'épargne dégagée par les revenus moyens, afin de les distribuer à la constitution des logements

Source : Informations extraite de : Ayad Fouzia , Tahir Kahina , 2016 , « analyse des performances du système bancaire algérien : cas de la banque BADR », Mémoire de fin d'étude en vue d'obtention du diplôme de master en science économiques , option : Monnaie Banque et Environnement International, Université Abderrahmane Mira

2.2.2. 1966-1978

(Ayad Fouzia , Tahir Kahina, 2016) Durant cette période, l'Algérie a opté pour la création d'un système bancaire classique composé des banques commerciales algériennes

Tableau 2 : évolution du système bancaire Algérien de 1966-1978

Instrument mis en place	Evènements les plus marquants
La Banque Nationale d'Algérie « BNA »	La BNA a été créée par l'ordonnance n°66-178 le 13 juin 1966, afin de répondre aux besoins financiers portant des secteurs publics et socialistes Considéré comme un instrument de planification financière. Elle est chargée d'exécuter la politique du gouvernement en matière de crédit à court terme. La BNA a démarré ses activités sur la bases des structures des banques privées ayant cessé leurs activités en Algérie comme : > La banque nationale pour le commerce et l'industrie « BNCI » > Le crédit industriel et commercial > La banque de Paris > Le comptoir d'escompte de Mascara.

Le Crédit Populaire d'Algérie « CPA »	Un autre intermédiaire financier bancaire : le CPA, créé deux ordonnances du 19/12/1966 et du 15/05/1967. Le CPA a bénéficié, notamment du patrimoine des banques populaires dissoute le 3 1/1 2/1 966. Il s'agit des banques suivantes : > Banque Régionale du Crédit Populaire d'Alger. Ces structures ont été renforcées par la reprise des activités des banques étrangères suivantes : -La banque Mixte d'Algérie « MISR » ; Ca mission est le financement de l'artisanat, l'hôtellerie et les professions libérales. On lui confia aussi les opérations bancaires des petites et moyennes entreprises. Elle est chargée d'octroyer des crédits au secteur privé, aux entreprises autogérées et nationalisées et non agricoles.
La Banque Extérieure d'Algérie:	La BEA a été créée par l'ordonnance N°67-204 du 01/10/1967.Elle a repris pour l'essentiel les activités des banques suivantes : -Le Crédit Lyonnais ; -Le crédit du Nord ; -La banque Industrielle De l'Algérie et de la Méditerranée. La BEA est une banque de dépôt au même titre que la BNA et le CPA. Elle a une mission particulière dans le domaine du développement des relations financières avec l'extérieur, ainsi qu'elle intervient pour toutes les opérations bancaires classiques, là où le secteur public occupe une place prépondérance. En mai 1972 , la Caisse Algérienne de Développement « CAD », laisse place à la Banque Algérienne de Développement « BAD », qui sera chargée du financement des investissements productifs nécessaires à la réalisation des objectifs de développement économique de l'Algérie.

Source : Informations extraite de : Ayad Fouzia , Tahir Kahina , 2016 , « analyse des performances du système bancaire algérien : cas de la banque BADR », Mémoire de fin d'étude en vue d'obtention du diplôme de master en science économiques , option : Monnaie Banque et Environnement International, Université Abderrahmane Mira

En 1978, le Trésor Public remplace le système bancaire dans le financement des investissements planifiés du secteur public.

A partir de 1982, En vue de renforcer la spécialisation des banques selon des critères deux banques publiques ont été créées

- ♦ La création de la Banque Agricole et du développement rural « BADR » :

Elle a été créée à partir du décret du 13/03/1982, chargée du financement du système agricole qui était auparavant du domaine de la BNA. La BADR a développé des financements diversifiés courant l'agro-alimentaire, le commerce et l'industrie.

- ♦ La création de la Banque de développement local « BDL » :

La BDL fut créée par le décret du 31/04/1985. Elle sera chargée du financement des entreprises économiques locales jusque-là prises en charge par le CPA.

En plus de cette mission la BDL réalise les opérations de prêts sur gages, ainsi que toutes les opérations de banque commerciale.

2.2.3. 1988 à nos jours

A partir de 1988, l'économie algérienne va connaître plusieurs réformes.

Tableau 3 : évolution du système bancaire Algérien de 1988 à nos jours

Instruments mis en place	Evènements les plus marquants
La réforme du secteur public de 1988	une réforme de l'économie algérienne reposant sur l'autofinancement des entreprises a été engagée a pour objectif de rétablir une relation entre la banque et l'entreprise en réaffirmant leur caractère commerciale. Ces relations doivent être régies par les règles de la commercialité dans le cadre d'engagement contractuel. - La création d'une nouvelle catégorie d'entreprise publique (l'entreprise publique économique) - La création de nouvelles institutions financières chargées de la gestion des actions des entreprises publiques économiques (les fonds de participation) - La mise en place d'un nouveau système de planification stratégique basée sur l'élaboration de plans à moyen terme au niveau national
La loi relative à la monnaie et le crédit et la réforme bancaire de 1990	par la loi relative à la monnaie et le crédit, dans laquelle la Banque Centrale et les intermédiaires financiers sont appelés à évaluer. et pour la promotion d'un marché financier par la création de la Bourse d'Algérie en 1997 où les banques sont censées jouer un rôle important dans les transactions et la négociations des effets de commerces et des valeurs mobilières telles que les actions et les obligations. Enfin en 2001, le système bancaire algérien est composé de 26 banques et établissements financiers publics, privés et mixtes agréés par le conseil de la monnaie et du crédit
Le système bancaire et la contrainte extérieure (1990-1993)	les années 1990 ont été marquées par la réforme du système bancaire et la préparation de sa transition vers l'économie de marché. Les années 1990-1993 marquèrent la veille du rééchelonnement de la dette extérieure et la mise en œuvre des programmes à moyen terme menés avec le Fond Monétaire International « FMI ». Ce nouveau dispositif concerne les domaines de la politique monétaire et du taux de change et aussi le domaine de financement bancaire de l'économie.

Le système bancaire et l'ajustement structurel (1994-2001)	Après la crise économique de 1993, l'Algérie ne pouvait pas rembourser sa dette extérieure et le service de cette dernière accapare l'essentiel du produit des exportations. l'Algérie n'était pas soutenue par les organismes monétaires et financiers conduit à demander de l'aide à la Banque Mondiale et au FMI accompagné d'un accord de rééchelonnement avec les pays créanciers, membres des clubs de Paris et de Londres elle vient à connaître une dégradation en 1988 qui poussa à pousser le développement du marché de capitaux et le rendre un puissant levier dans le financement de l'économie.
Le système bancaire dans la période actuelle	Aujourd'hui, le système bancaire algérien compte 20 banques commerciales au côté de la Banque Centrale, 3 bureaux de représentation de grandes banques internationales, une banque des valeurs, une société de clearing chargée des fonctions de dépositaires, 3 caisses d'assurance-crédit, une société de refinancement hypothécaire.... Les 1200 agences des réseaux bancaires restant toutefois dominées par les banques publiques à hauteur de 99%. L'intervention des banques dans le financement des activités économiques a évolué de manière significative, elles assurent aujourd'hui des activités de type universel.

Source : Informations extraite de : Ayad Fouzia , Tahir Kahina , 2016 , « analyse des performances du système bancaire algérien : cas de la banque BADR », Mémoire de fin d'étude en vue d'obtention du diplôme de master en science économiques , option : Monnaie Banque et Environnement International, Université Abderrahmane Mira

2.3. Classification des banques Algériennes :

2.3.1. Les banques publiques : 5 banques publiques, à savoir :

- la Banque extérieure d'Algérie,
- la Banque nationale d'Algérie, agréée le 07 février 2002
- le Crédit populaire d'Algérie, agréée le 25 septembre 1997
- la Banque de développement local, agréée le 17 février 2002
- la Banque de l'agriculture et du développement rural, : agréée le 17 février 2002 ;
- Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep Banque), agréée le 06 1997

2.3.2. Les banques privées :

- Les banques privées algériennes :
 - Banque Commerciale et Industrielle d'Algérie (BCIA) : le 24 septembre 1998
 - Compagnie Algérienne de Banques (CAB) : le 28 octobre 1999
 - Banque Générale Méditerranéenne (BGM) : le 30 Avril 2000.

➤ Les banques privées étrangères :

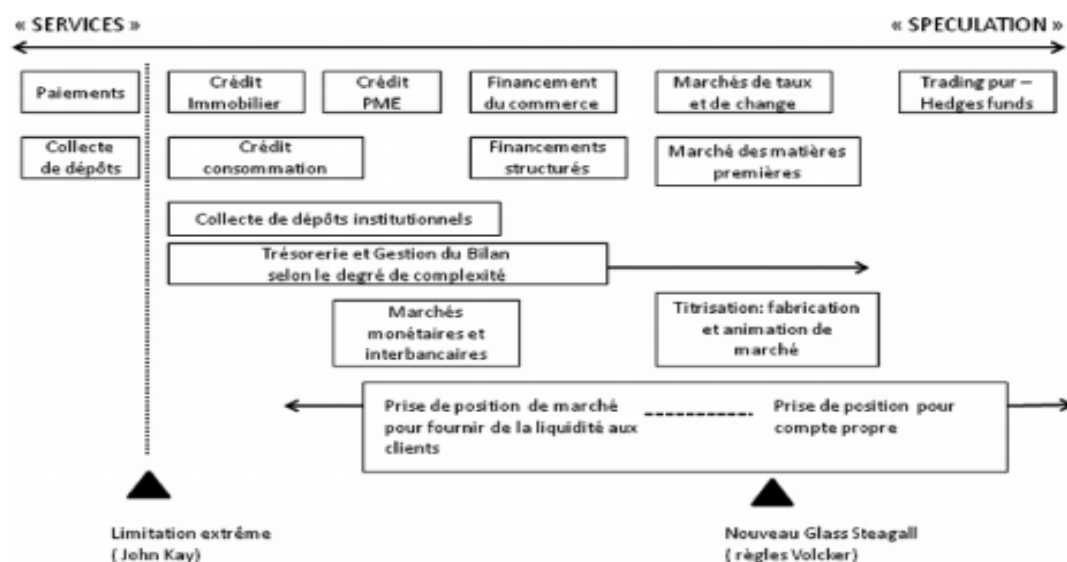
- City Bank : 18 Mai 1998
- Arab Banking Corporation : 24 September 1998
- Natexis Amana Bank : 27 Octobre 1999
- Société générale Algérie
- Trust Bank-Algérie
- Gulf Bank Algérie
- Fransabank Al-Djazaïr
- Crédit Agricole Corporate et Investment Bank -Algérie ;
- HSBC-Algérie (succursale de banque)
- Al Salam Bank-Algérie.
- Arab Bank PLC : 15 Octobre 2001 ;
- BNP Paribas El Djazair : 31 Janvier 2002 ;

2.3.3. Banque mixte : El Baraka Bank , dont le capital est détenu par les banques publiques algériennes et les banques privées étrangère

2.4. Les opérations bancaires :

(Jean-Marc Béguin, 2008) Les métiers des institutions financières telles que les banques peuvent être vastes et complexes, ainsi d'après les dernières années, les banques ont connues une évolution impliquant différentes innovations et une diversification tout en entretenant l'importance de la monnaie dans le système financier et économique.

Figure 3 : Les opérations bancaires



Source : « Finance, emploi, relocalisations », 2010 , Laurent Faibis En collaboration avec Jean-Michel Quatrepoint , groupe Xerfi, p174.

Le rôle des banques dans l'économie est fondamental, en mettant en rapport les offrants et demandeurs de capitaux, cependant leurs activités est nombreuses.

2.4.1. Les marchés directs :

Créant un lien entre l'offre et la demande, permettent à réduire les risques de liquidités et participent à la mobilisation de l'épargne tout en réduisant les inégalités et la pauvreté. (Babacar Sène, 2018)

- Le marché financier : en utilisant des capitaux a long et moyen terme, et selon deux types fondamentaux, le premier étant les actions considéré comme des valeurs mobilières représentant une partie du capital par des associées.
Le deuxième, les obligations or des titres de créance ou un droit de créance aux possesseurs vis-à-vis de l'entreprise.
- Le marché monétaire : en adoptant des capitaux à court terme cette fois-ci, en faisant bénéficier l'intéressé de prêts en blanc, titres en rémérés et en pension.
- Le marché dérivé : cette classe la représente des possibilités d'achat ou de vente de produit a des termes différé, avec des conditions allégées en adaptant des contrats aux circonstances et l'environnement afin de trouver un équilibre et une satisfaction générale.
- Intermédiation bancaire : Un métier de base pour les institutions bancaires, or mettant des fonds à la disposition des clients et leurs collectes.

2.4.2. La collecte de fonds :

Par les dépôts des clientèles qui représente les ressources alimentant l'établissement, par la suite enregistré sur différents comptes liée à celui de la banque, prenant place dans son passif, nommé dans le Journal officiel de la république algérienne n 42 datant du 25 juin 2006 selon la loi 06-10 notamment dans l'article 9 ,10 , 21 , 22 et 23.

Toutefois, nous trouvons trois formes de ressources :

- a) Dépôts à vue : des fonds déposés par le client afin de les utiliser à un moment T de son choix, par des retraits ou virements ou par l'utilisation de cartes bancaires, ainsi le rôle des banques est important dans la contribution à l'efficacité de transactions par des systèmes de paiement.
- b) L'épargne : ce faisant selon des fonds a conditions particulières tel que des avantages type droits aux prêts, étant intermédiaires entre les épargnants et les emprunteurs; elles facilitent ainsi l'allocation des ressources grâce notamment à la transformation des échéances.
- c) Les fonds propres : constitués d'une partie du capital, actions ou parts sociales.

- d) Les quasi-fonds propres : tel que des certificats d'investissements, subventions, leasing ...

2.4.3. Financements :

Une fois, la décision d'investir est étudiée viens la décision de financement, la banque emploiera différents choix selon le dossier étudié en accordant des fonds et des crédits

- a) Financement à court terme : accordés aux clientèles d'entreprises et professionnels, couvrent principalement des découverts, mobilisations de créances.
- b) Financement à moyen et long terme : dans le cas d'un financement d'investissement tenu par des entreprises ou particuliers, tel que des biens durables par l'apport de crédits multiples adaptés à la demande du client.

Sous - section 3 : Notion sur le financement d'investissement par l'octroi de crédits.

3.1. Définition investissement :

Les définitions reçues concernant les investissements se sont multipliées et les plus importantes sont mentionnées ci-dessous :

3.1.1. La définition économique : un investissement est une dépense destinée à augmenter la richesse de celui qui l'engage.

Un investissement est une dépense immédiate dont l'objectif est d'obtenir un effet positif quantifiable à long terme. Une entreprise investit :

- Pour augmenter sa productivité (investir dans des machines-outils supplémentaires...)
- Pour gagner de nouveaux clients ou soigner son image de marque (investir dans une campagne de communication...)
- Pour gagner du temps (investir dans un logiciel d'automatisation des tâches...)
- Pour, à terme, baisser les coûts, c'est-à-dire augmenter son bénéfice (investir dans un outil de suivi de sa consommation d'énergie).

L'investissement peut aussi être nécessaire pour maintenir un chiffre d'affaires (renouvellement des équipements obsolètes) ou pour moderniser des équipements : plus récents et plus efficaces ou plus écologiques...

3.1.2. La définition comptable : D'un point de vue comptable, l'investissement représente l'acquisition ou la création d'un bien durable destiné à rester au moins un an sous la même forme. En comptabilité, l'investissement :

- Augmente la valeur du patrimoine de l'entreprise (actif du bilan comptable).
- Fait l'objet d'un amortissement dont la durée et le taux sont fonction de sa nature (différents types d'investissements).

3.1.3. Définition juridique :

Selon la loi 16-09 du 29 chaoual 1437 correspondant au 03 aout 2016 relative à la promotion de l'investissement.

La définition économique de l'investissement se complète avec sa définition juridique, au sens de la loi de 2016 : article 2 chapitre 1 :

- Les acquisitions d'actifs dans le cadre de création d'activités nouvelles, d'extension de capacités de production et/ou de réhabilitation ;
- Les participations dans le capital d'une société.
- La reprise d'une activité dans le cadre d'une privatisation étant dorénavant exclue des dispositions de la présente loi, laquelle demeure régie par d'autres textes d'applications.
- Les biens (état neuf et / ou rénovés), constituant des apports extérieurs en nature entrant dans le cadre d'opération de délocalisation d'activité à partir de l'étranger.
- Bien faisant l'objet d'une levée d'option d'achat, par le crédit preneur, dans le cadre du leasing international (introduits, sur le territoire national, à l'état neuf).

3.1.4 D'autres définitions :

On sait également que l'investissement est : la substitution d'une certaine valeur financière qui est présente et disponible en échange de prévisions de futurs états financiers, ou en d'autres termes, une préférence pour la consommation future par rapport à la consommation immédiate ou actuelle qui est abandonnée.

(الدكتور حاتم فارس الطعان , 2006) Il a été défini comme: sacrifice d'un avantage actuel qui peut être obtenu à partir de la satisfaction actuelle des consommateurs afin d'obtenir un avantage futur qui peut être obtenu à partir d'une plus grande consommation future.

En finalité, le concept d'investissement est défini comme la somme de la valeur totale et du montant du capital utilisé pour produire un groupe de services, de biens et de matériaux et les fournir sur les marchés désignés, en plus du groupe de propriétés, d'actifs et d'actions que les individus obtiennent pour obtenir de l'argent, le processus d'investissement étant effectué en investissant une somme d'argent et en l'investissant dans une chose spécifique comme les affaires, les projets personnels, les entreprises ou le marché boursier.

3.2. L'importance et motivation de l'investissement :

Après avoir pris connaissance du concept d'investissement, il convient de mentionner qu'il est considéré comme le principal ingrédient du processus de développement économique, à travers la réalisation des bénéfices et le rendement des entreprises, des institutions et des particuliers, grâce aux effets positifs de l'augmentation des revenus et du capital grâce à l'investissement.

Tout d'abord, nous allons mentionner l'importance de l'argent comme étant la composante principale et essentielle de la vie quotidienne, pour ses utilisations commerciales et pratiques en tant qu'élément de base de tout processus commercial, et il est considéré comme le médiateur officiel qui contribue à la continuation de la vie, car il est l'élément approuvé par les gens afin d'acheter leurs besoins et exigences quotidiens tels que la nourriture et ses composants ou d'autres matériaux. Telles que les voitures, les appareils électroménagers et d'autres questions importantes, les fonds sont constitués des premiers types de papier-monnaie largement utilisés à l'heure actuelle, la pièce de métal et la monnaie numérique, et chaque pays utilise un type de sa propre monnaie, il y a par exemple le dollar américain et l'euro européen et le dinar Algérien utilisé en Algérie , ainsi l'argent est le principal dénominateur d'investissements en toutes sortes.

En outre, l'investissement présente plusieurs avantages. Les plus importants d'entre eux sont: (JOSHUA KENNON, 2020)

- ✓ Fournir les diverses spécialisations de techniciens, d'administrateurs et de main-d'œuvre nécessaires pour mettre en œuvre toutes les diverses activités pratiques dans le pays.

- ✓ Offrir des opportunités d'emploi et réduire le chômage des individus, ce qui contribue à la revitalisation et au développement du mouvement monétaire.
- ✓ Augmenter les taux de formation en capital et en matériel du pays, car le capital est la principale composante de la croissance économique.
- ✓ Le produit de biens et services qui satisfont les besoins quotidiens des citoyens et contribuent à stimuler les mouvements de marketing et de vente pour le pays.
- ✓ Exporter le surplus de biens et services à l'étranger, ce qui fournit les devises nécessaires à l'achat de machines et équipements, et augmenter la formation de capital.
- ✓ Fournir des services aux citoyens et aux investisseurs afin d'obtenir les meilleurs résultats et rendements économiques et financiers qui contribuent à élever le niveau du commerce extérieur pour le pays.
- ✓ Augmenter la production et la productivité, ce qui entraîne une augmentation du revenu national et une augmentation de sa part moyenne par habitant, améliorant ainsi le niveau de vie des citoyens et augmentant le revenu par habitant
- ✓ Assurer le bien-être des individus et élever leur niveau de vie.
- ✓ Fournir les services de base nécessaires au citoyen et à l'investisseur.
- ✓ Augmenter le ratio de formation de capital de l'État.
- ✓ Satisfaire les besoins des citoyens en plaçant des biens et services produits localement en adéquation avec leurs désirs.

La motivation d'investissement :

À coup sûr le besoin et motivation d'investissement viens du désir de répondre aux besoins du marché pour ce qu'il exige des biens et des services, et cela découle du désir de faire face aux possibilités qui peuvent survenir sur le marché tel que l'expansion du marché et les taux élevés de demande en son sein. Sans compter que plusieurs facteurs peuvent également contribuer à motiver un investisseur tel que :

- ♦ La poursuite du profit financier.
- ♦ La poursuite du développement économique. Abondance de main-d'œuvre spécialisée.
- ♦ Les critères d'optimisme et de pessimisme.
- ♦ La présence du facteur de stabilité politique et économique ensemble.

3.3. Classifications des investissements (Formes) :

(KIONI, 2011) Le concept d'investissement est diversifié de sorte qu'il est divisé en un ensemble de formes qui contribuent à atteindre des ratios de rentabilité élevés, au développement économique interne et externe de l'État, et ce qui suit est une ventilation des types et des méthodes d'investissement les plus importants :

3.3.1 Classification selon la forme :

- Les investissements de création ;
- Les investissements des entreprises déjà existantes ;
- Les investissements des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI) ;
- Les investissements pour des installations reconnues d'utilité publique ;

a) Les investissements de création : Il s'agit des investissements de nouveaux projets représentés par de nouvelles entreprises dans un domaine économique quelconque.

b) Les investissements des entreprises déjà existantes : Ce sont des projets dans des entreprises qui existent déjà.

c) Les investissements des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI) : Il s'agit des investissements de création des entreprises dans le cadre des PME, des entités économiques constituées sous forme d'entreprise industrielle, commerciale, agricole, artisanale et immobilière dont la propriété revient aux personnes morales ou physiques, ces entités sont classifiées en matière fiscale par le nombre du personnel et leur chiffre d'affaires.

d) Les investissements pour des installations reconnues d'utilité publique : concernant les équipements et matériels pour la construction des installations d'utilité publique telles que les infrastructures de voie de communication, infrastructure de télécommunication.

3.3.2 Classification selon l'origine des capitaux : Nous avons trois types :

- Investissements nationaux
- Investissements étrangers
- Investissements mixtes.

a) Les investissements nationaux : Ils sont issus des capitaux provenant de l'intérieur du pays. On distingue :

- ✓ les investissements publics : sont ceux qui ont la promotion de l'Etat et qui sont générés par les entreprises publiques ou par les entités décentralisées ;
- ✓ les investissements privés : sont le résultat des agents économiques nationaux agissant à titre individuel.

b) Les investissements étrangers : Sont ceux réalisés par des capitaux venant de l'étranger par toute personne physique n'ayant pas la nationalité du pays dans notre cas la nationalité Algérienne ou ayant la nationalité mais résidant à l'étranger ; ou par toute personne morale publique ou privée ayant un siège à l'étranger et effectuant un investissement direct .

c) Les investissements mixtes Ce sont des investissements réalisés par un ou plusieurs investisseurs avec le gouvernement local.

3.3.3. Autres types d'investissement :

a) L'investissement en portefeuille ou financier : On vise par-là les investissements faits sur le marché des titres d'un pays étranger. Les transactions portent sur des titres de participations (action, bons de jouissance, bons de participation), des emprunts obligatoires, etc. l'allocation des moyens, c'est-à-dire la cause de l'investissement, suit largement les mécanismes du marché boursier, ce qui a par ailleurs valu l'appellation d'investissement boursier à cette forme d'investissement. De surcroît, la rémunération des investissements en portefeuille est fixée à un taux définit contractuellement et indépendant de la marche des affaires.

b) Les investissements directs : Le fond Monétaire International (FMI) définit les investissements directs comme : des investissements effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre de celle de l'investisseur, le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise.

L'investissement direct associe aussi aux apports financiers le transfert d'éléments corporels (technologie, outillage de précision) et incorporels (brevets, marques, savoir-faire, capacité de gestion et de commercialisation, etc.). Les sociétés filiales, les succursales, les participations majoritaires, sont quelques exemples classiques d'investissement directs. On admet toutefois qu'il y a aussi investissement direct dans le cas

d'une participation minoritaire, pouvant descendre jusqu'à 10% seulement du total du capital social (ou moins encore), pour autant que l'investisseur conserve une voix effective dans la direction des affaires ; il en va ainsi lorsque l'actionnariat est très fragmenté.

3.3.4. Les nouvelles formes d'investissement :

Regroupent de nombreuses activités des sociétés internationales , Une entreprise étrangère fournit des biens (corporels ou incorporels) pour un projet d'investissement ou pour une entreprise dans un pays d'accueil biens qui constituent des actifs pour ce projet ou cette entreprise, étant entendu que dans le pays d'accueil la majorité ou la totalité du capital social du projet ou de l'entreprise est aux mains des intérêts locaux.

L'investisseur étranger ne peut donc plus exercer de contrôle à raison de sa participation financière, ce qui ne l'empêchera pas de contrôler effectivement la société parce qu'il est détenteur.

D'un point de vue juridique, investissements directs et nouvelles formes d'investissements, que nous appellerons aussi investissements directs contractuels dans la terminologie de la garantie des investissements, sont progressivement soumis à un même régime. Cette assimilation repose sur là les considérations suivantes : NFI et investissements directs sont deux notions qui ont évolué de manière convergente pour finalement devenir identiques. Chacun des investissements repose sur l'exploitation d'une entreprise ou la réalisation d'un projet dont le rendement procurera le revenu escompté à son investisseur. D'un autre côté, on a glissé du contrôle à raison de la participation financière vers un contrôle réel découlant de l'ensemble des liens juridiques et économiques entre partenaires.

Les investissements peuvent également être différenciés par la nature du bien investi :

- Les investissements corporels : actifs physiques repartis en actif immobilisé et actif circulant (principalement stocks).
- les investissements incorporels : actifs incorporels (fonds de commerce, marques, brevets, licences, procédés) et charges.
- les investissements financiers : titres de participation, prêts à court terme.

3.4. Le financement d'investissement par le biais de la banque :

Le financement bancaire est l'une des sources de financement externe, souvent utilisée en cas de manques de capitaux propres ou une insuffisance d'autofinancement, afin de trouver un équilibre dans le marché et ainsi alimenter la demande et prendre place dans la concurrence dans les différents domaines.

Le financement bancaire est représenté par l'octroi de crédits, adapté aux types d'entreprises aussi appelé les demandeurs de crédits, nous pouvons trouver différentes formes de crédits bancaires. Tout d'abord nous devons savoir qu'est ce qu'un crédit ?

Le mot crédit vient du verbe latin « credere », qui signifie « croire ». Et effectivement, celui qui consent un crédit « croit » en celui qui le reçoit, définie tel qu'une opération par laquelle on met ou promet de mettre à disposition d'un client une somme d'argent moyennant intérêts et frais, pour une durée déterminée ou indéterminée. (Giorgio Fagiolo , Daniele Giachini , Andrea Roventini, 2019)

3.4.1. Type de crédits :

Pour mieux distinguer entre les différentes formes de crédit, les banquiers ont retenu quatre catégories principales, (Kaddour Nadia , Lakrib Hafida, 2018)

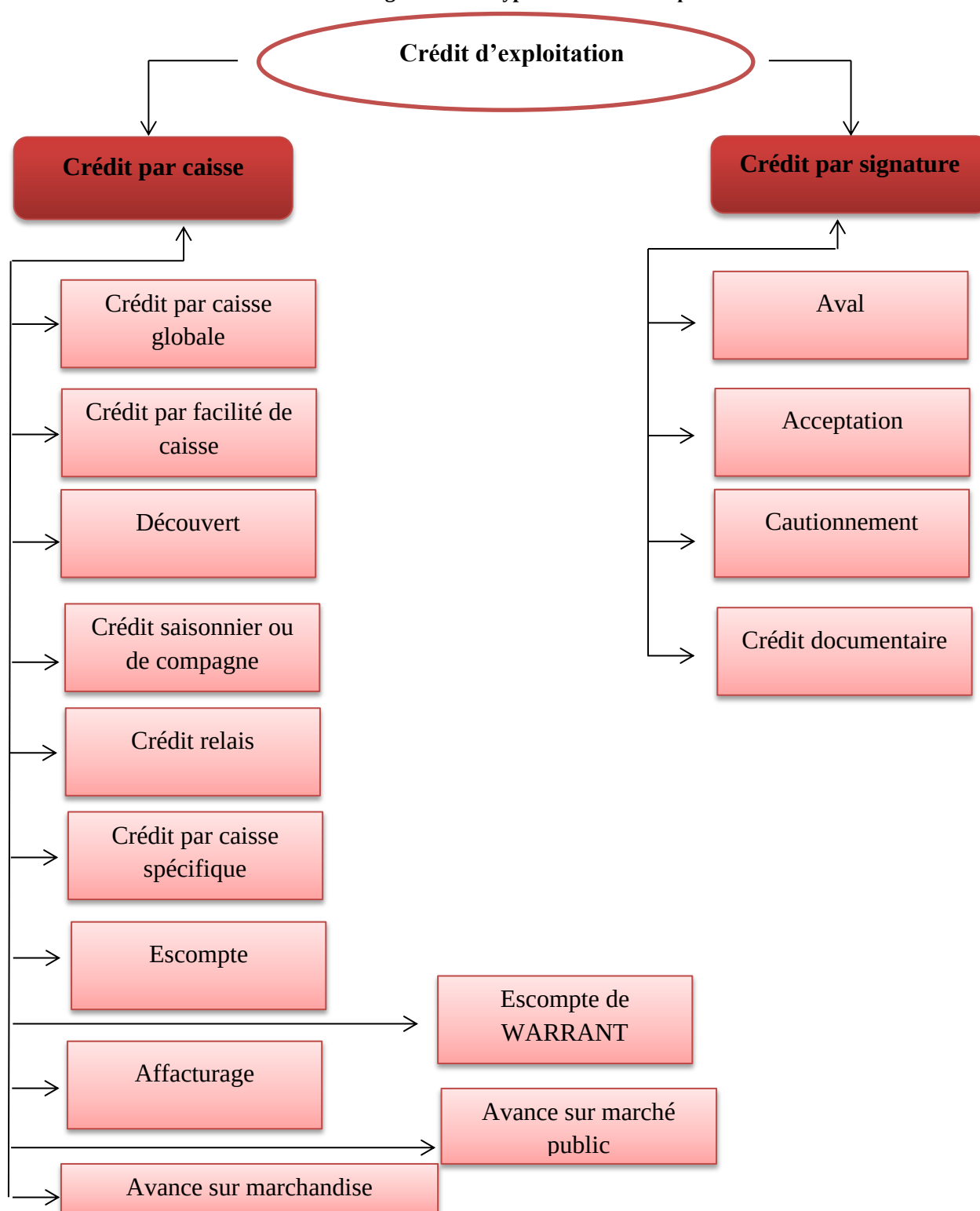
➤ Financement du commerce extérieur :

Ce dernier englobe les transactions commerciales de l'import/ export entre un pays et d'autres, afin de mener à bien des opérations avec l'extérieur nationales ou internationales.

- a) Financement des exportations : un type de financement particulier pour fournisseur or l'exportateur d'escompter sa créance autrement dit réglé les sommes due par un acheteur étranger. De plus le crédit acheteur afin de lui faciliter la transaction avec le fournisseur et le payer au comptant.
- b) Financement des importations : la transaction internationale selon des techniques telles que l'encaissement documentaire or la banque joue le rôle d'intermédiaire au règlement de l'acheteur, en utilisant le crédit documentaire comme une garantie à l'exportateur d'une facturation de ses marchandises selon son contrat.

- **Crédit d'exploitation** : Utilisé pour les entreprises en besoin de trésorerie, afin de procurer des liquidités liés à son activité courante afin d'assurer des paiements dans l'immédiat.

Figure 4 : Les types de crédits d'exploitation



Source : Fait par nous-même, information extraite de Kaddour Nadia , Lakrib Hafida , 2018

, « L'analyse du crédit de la consommation : Cas CNEP Banque Tizi-ouzou » Mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention du diplôme de master en science de gestion spécialité management bancaire

➤ **Crédit aux particuliers :**

Un type de crédit spécialement dirigé vers les biens et services par des personnes physiques dans un besoin afin de réaliser une opération suscitant l'aide d'un banquier

a) **Crédit à la consommation** : il peut représenter 70% du coût du bien voulue, souvent affecté afin d'acquérir des équipements fabriqués au niveau national ou importés considéré comme une facilité de paiement.

b) **Crédit immobilier** : Un prêt afin de financer une opération immobilière soit pour une acquisition ou une construction ou des améliorations.

➤ **Crédit d'investissement :**

Les crédits d'investissement correspondent généralement a un financement du haut du bilan, il permet aux entreprises l'octroi de biens et matériels que sa sois au début de leurs activités ou pour le but d'expansion, suivant des règlements d'après le journal officiel de la république algérienne n42 parut le 13 juillet 2016 d'après le décret exécutif n16 196 correspondant au 4 juillet 2016 fixant le niveau, les conditions et les modalités d'octroi de la bonification du taux d'intérêt des crédits d'investissement nommé dans l'article 3,6,8, 9 .

a) **Crédit à Moyen Terme** : (Entre deux et sept ans) , il s'applique à des investissements de durée moyenne qui peuvent être amortissable sur huit ans , souvent accordé pour des opérations contenant des biens d'équipement ou des moyens de production et il se présent sous trois formes :

Tableau 4 : Types de crédit d'investissement

Crédit d'investissement		
Crédit Moyen Terme	C M T Réescomptable	Réescompter auprès de la Banque Centrale pour une période de six mois qui peut être renouvelable pour but d'acquérir des fonds décaissés pour la réalisation du crédit
	CMT Mobilisable	Se tournant vers le marché financier, souvent vers un organisme mobilisateur de sommes prêtées
	CMT Non refinançable	Alimenté directement par la trésorerie de la banque et ne permet pas à un refinancement de cette dernière.

Source : Fait par nous-même, information extraite de Kaddour Nadia , Lakrib Hafida , 2018

, « L'analyse du crédit de la consommation : Cas CNEP Banque Tizi-ouzou » Mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention du diplôme de master en science de gestion spécialité management bancaire

b) Crédit à Long Terme : une durée dépassant sept ans, destinés à financer les opérations très coûteuses ou classé comme lourdes ainsi la durée du financement est généralement dépendante d'amortissement des immobilisations financées.

c) Crédit-bail : une méthode afin d'acquérir un bien mobilier ou immobilier accompagné d'une promesse de vente mettant en relation trois acteurs : le crédit bailleur (banque), le crédit preneur (l'entreprise) et le fournisseur.

Il se présente sous formes de deux formes :

Tableau 5 : Types de crédits-baux

Crédit-Bail / Leasing	CB Mobilier	Acquit pour des biens d'équipements a utilisé par l'intéressé dans son activité
	CB Immobilier	Acquit pour des biens immobiliers professionnels à construire ou déjà construits

Source : Fait par nous-même, information extraite de Kaddour Nadia , Lakrib Hafida , 2018 , « L'analyse du crédit de la consommation : Cas CNEP Banque Tizi-ouzou » Mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention du diplôme de master en science de gestion spécialité management bancaire

Conclusion du cadre théorique :

Dans ce premier chapitre, nous avons eu des notions sur différents points concernant le système financier, bancaire également ainsi que son impact sur le court de l'économie.

Son rôle qui consiste en l'octroi des crédits pour les agents économiques afin de réaliser leurs projets. Les crédits sont parmi les principales ressources des banques et le moteur de la création monétaire.

Elle trouve un équilibre dans le marché et ainsi alimenter la demande et prendre place dans la concurrence dans les différents domaines tout en s'adaptant aux différents types d'entreprises.

CHAPITRE 2 : CADRE MÉTHODOLOGIQUE

L'investissement est une opération à caractéristiques variées et complexes ce qui nous oblige à faire une étude très minutieuse avant tout financement ou prise de risque, cette étude se basera sur un dossier de crédit composé de différents documents, fournis par le client de la banque, elle portera sur deux aspects du projet, l'analyse directe sur l'entreprise ainsi que ses chiffres et son analyse financière.

Toute demande de crédits présentée donne lieu à la mise en place de procédures en commençant par la constitution d'un dossier passant par une analyse de son bilan et compte de résultat également de ratios définissant sa rentabilité et solvabilité en s'achevant par une décision finale.

Après avoir présenté les notions principales et fondamentales concernant le système financier ainsi que les institutions financières notamment les banques et leur activité essentielle qui est le financement des investissements, il est indispensable de traiter la méthodologie qui nous a permis de réaliser ce travail et cette analyse.

Cette dernière sera abordée par une première section divisée en une sous-section traitant la méthodologie de recherche employée ainsi qu'une deuxième sous-section présentant le cadre organisationnel ou une présentation complète de la BNP Paribas en Algérie qui sera suivie par une deuxième section traitant les étapes ainsi que le processus suivi pour un traitement de dossier type investissement, en clôturant par l'importance des risques et la prévention des banques adoptées afin de mener à bien son financement et venir en aide aux entreprises.

SECTION 1 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET CADRE ORGANISATIONNEL

Sous- Section1 : Méthodologie de recherche

1. La démarche méthodologique :

Dans le cadre de notre étude afin de répondre à notre problématique ainsi que nos hypothèses nous avons opté pour une méthode de recherche quantitative.

Études quantitatives :

Une étude quantitative sert à prouver ou démontrer des faits en quantifiant un phénomène. Les résultats sont souvent exprimés sous forme de données chiffrées (statistiques). (Gaspard Claude., 2019).

L'étude quantitative est une technique de collecte de données permettant d'analyser des comportements, des opinions, ou même des attentes en quantité. L'objectif est souvent d'en déduire des conclusions mesurables statistiquement, contrairement à une étude qualitative. (Gaspard Claude., 2019)

“La recherche quantitative permet de mieux tester des théories ou des hypothèses. La recherche quantitative est appropriée lorsqu'il existe un cadre théorique déjà bien reconnu. L'étude quantitative ne converge que très rarement sur un seul cadre, elle en propose souvent plusieurs. Il faut alors les comparer et les combiner”. (Giordano et Jolibert, 2016)

Tableau 6 : Généralités sur l'étude quantitative

Études quantitatives			
Concept	Méthodologie	Méthodes utilisées	Mots-clés
○ Une recherche de faits ○ Traitement de réalité objective	○ Données chiffrées ○ Analyse par comparaison ○ Dédutions et résultats statistiques	○ Recherches transversales ○ Questionnaire ○ Echantillon	○ Risque ○ Contrôle ○ Corrélations

Source : (Gaspard Claude., 2019)

Figure 5 : Phases de l'étude quantitative



Source : (Gaspard Claude., 2019)

2 – Collecte de données :

Afin de mener à bien notre étude, les informations étudiées ont été collectées à l'aide de deux outils : l'analyse documentaire et étude de cas. Ces méthodes ont été favorables à notre étude vu la période d'apprentissage qui a été interférée par une pandémie mondiale et une incertitude continue qui a immobiliser notre recherche et la limiter.

L'analyse documentaire : Dans le cadre de notre étude, nous avons besoin de consulter certains ouvrages, articles et thèses en rapport avec notre thématique, avec l'addition de sites web et bibliographies numériques.

Etude de cas : afin de pocher nos concepts recueilli durant notre recherche, une documentation a été fournie par l'entreprise accueillante concernant une étude de dossier traitant un financement d'investissement d'une entreprise x .

3 – Analyse de données :

Après avoir L'outil utilisé dans notre traitement de données a été Excel STAT 2016, nous aidant dans nos calculs et résultats ainsi que synthèses notamment en représentations graphiques.

XLSTAT est un add-on de statistiques et d'analyses de données pour Microsoft Excel. Il offre de nombreuses fonctionnalités et des utilitaires pour faciliter la manipulation de vos données sous Excel.

Sous-Section 2 : présentation de l'entreprise BNP Paribas el Djazair

1 - Présentation BNP Paribas :

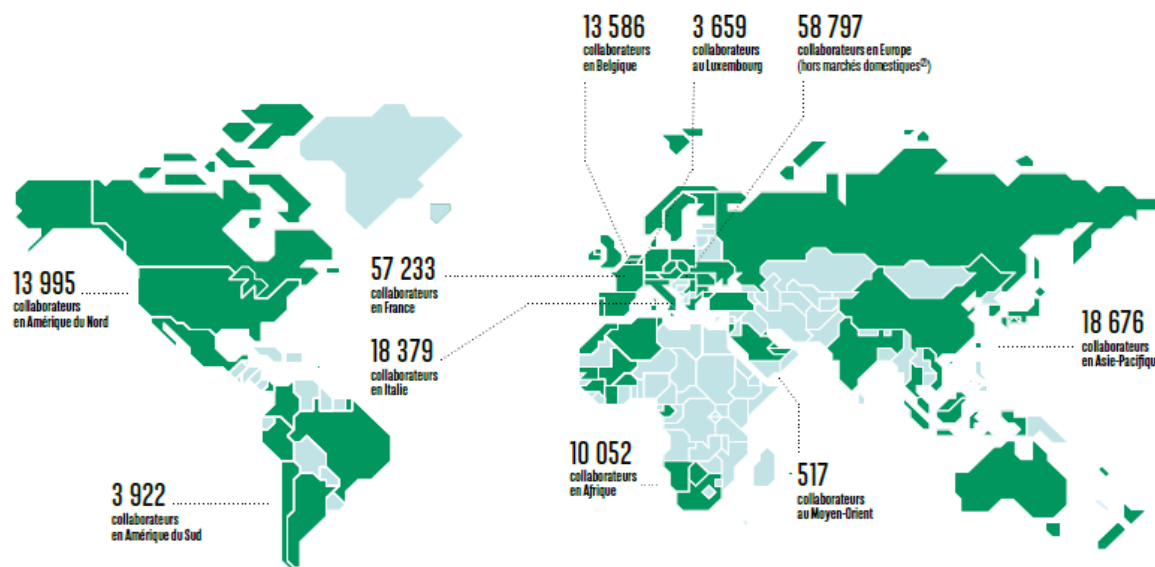
BNP Paribas a une présence dans 73 pays avec plus de 198 000 collaborateurs comptant une forte présence internationale, dont près de 1 50000 en Europe. Créée en 1966 quand le gouvernement français fusionne le CNEP et la BNCI pour en faire une nouvelle banque, la **BNP** (Banque nationale de Paris), nouveau leader français.

Le Groupe détient des positions clés dans trois grands pôles d'activité : Retail Banking comprenant les Domestic markets et international, deuxièmes Corporate et Institutional Banking. En Europe. Le Groupe a quatre marchés domestiques (la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg) et finalement BNP Paribas Personal Finance est numéro un du crédit aux particuliers.

BNP Paribas développe également son modèle intégré de banque de détail dans les pays du bassin méditerranéen, en Turquie, en Europe de l'Est et a un réseau important dans l'ouest des Etats-Unis.

Dans ses activités Corporate et institutional Banking et International Financial Services BNP Paribas bénéficie d'un leadership en Europe, d'une forte présence dans les Amériques, ainsi que d'un dispositif solide et en forte croissance en Asie-Pacifique.

Figure6 : Réseau international de BNP Paribas



Source : Rapport intégré 2019 , Site officiel de BNP Paribas.

2 - Présentation Bnp Paribas El Djazair :

BNP Paribas El Djazair est une filiale à 100 % de BNP Paribas, créée en 2002 .Sa vocation est d'être une banque universelle qui offre des services de qualité supérieure à l'ensemble de ses clientèles. La banque est devenue une des toutes premières banques privées sur le territoire algérien avec des fonds propres de 28 milliards de DZD au 31 juin 2018. Forte de ces succès BNP Paribas El Djazair , elle a développé un réseau de près de 70 agences qui couvre l'ensemble du pays, avec une base déjà très solide à Alger et dans ses environs. Elle compte à ce jour plus de 1 300 collaborateurs.

Le siège social de BNP Paribas El Djazair est opérationnel depuis septembre 2015.Situé au quartier d'affaires de Bab Ezzouar', il est le premier de son genre en Algérie car construit selon la norme HQE(Haute Qualité Environnementale) répondant ainsi à la politique RSE du groupe.

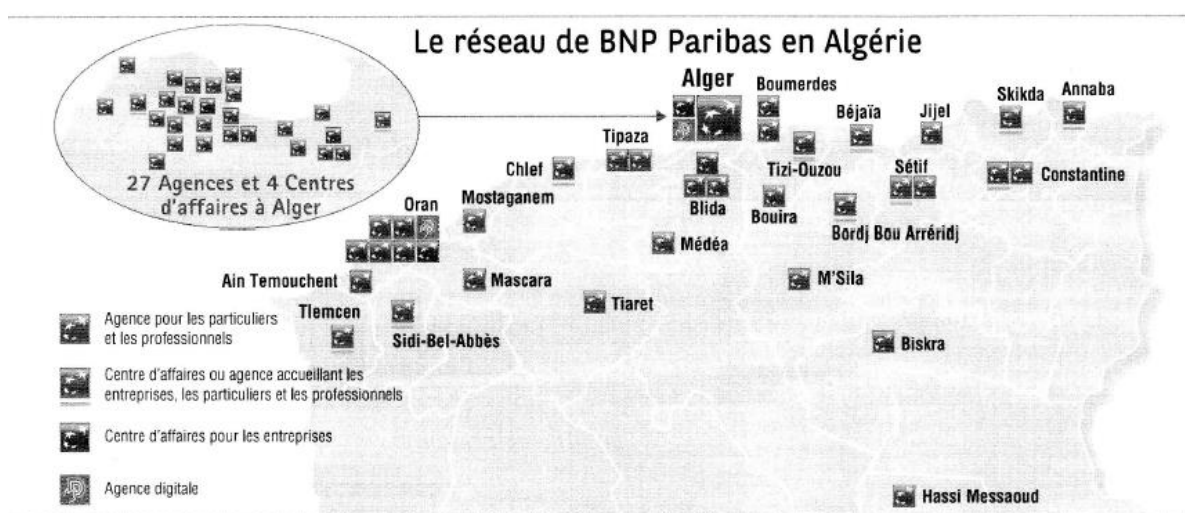
2.1 Certification ISO 9001 :

Depuis mai 2014 BNP Paribas El Djazair est la première banque en Algérie à être certifiée ISO 9001 sur son activité Monétique liée à la gestion des cartes bancaires, des guichets automatiques de banque et à la gestion des réclamations, La banque a par ailleurs reconduit sa certification ISO relative à ses activités de commerce international couvrant les crédits documentaires, les remises documentaires, les garanties internationales,

les virements internationaux et les transferts libres. Elle est aujourd'hui la seule à être certifiée ISO 9001 sur son activité leasing.

Reconnue comme une entreprise d'expertise, ayant plus de 3000 clients répartis sur le territoire national : Akbou, Annaba, Bab Ezzouar, Béjaia, Blida, Chéraga, Constantine, Hydra, Oran, Rouiba, Sétif, Sidi Bel Abbes Skikda, Tizi Ouzou et Tlemcen. Considéré comme un partenaire de référence des grandes entreprises algériennes et multinationales ainsi que des PME-PMI.

Figure 7 : Réseau de BNP Paribas en Algérie



Source : Document remis par BNP Paribas El djazair, siège social

3 - Activité principale de BNP Paribas :

3.1 Retail Banking : (Domestic Markets) un pôle opérationnel concevant des produits et services selon les besoins des clients afin de les accompagner au quotidien et dans la concrétisation de leurs projets. Elle comporte trois principaux métiers :

- ✚ Arval : mettant à la disposition des entreprises des solutions et services ainsi que des outils digitaux selon l'évolution de leur environnement et l'économie en général.
- ✚ Leasing : Proposant des solutions de location de financement et d'équipements logistiques ou technologiques.
- ✚ Personal investors : offrant à ses clients des services bancaires , crédits et d'épargne

3.2 Corporate Banking : gestion et financement du cycle d'exploitation qu'en financement des investissements (Crédits d'investissement, Crédits de fonctionnement, Cautions de marché) Pour mieux anticiper les besoins de ses clients, le métier conjugue expertise globale et présence locale. Elle comporte aussi :

- ✚ Global markets : Spécialiste de l'investissement et du financement sur les marchés de capitaux.
- ✚ Securities services : gère les actifs des gestionnaires de fonds, compagnies d'assurance, ainsi le bon déroulement de leurs transactions financières afin d'accroître leurs opportunités d'investissement.

3.3 Personal Finance : active de partenariats avec les enseignes de distribution, les constructeurs et distributeurs via plusieurs canaux plus des crédits à la consommation.

D'autres métiers de BNP PARIBAS :

- ♦ Trade Finance : un support au niveau local qui propose des gammes de produits et services de finance à l'international, selon l'ISO 9001-2008.
- ♦ Cash Management : Du E-Banking afin d'améliorer la gestion des flux et trésorerie au quotidien en temps réel
- ♦ Bancassurance : pour les Particuliers et les Professionnels, une assurance Multirisques Habitation couvrant les dommages aux biens.

4- Analyse de l'environnement de BNP Paribas :

4.1: les points de différences de BNP Paribas par rapport aux autres banques

Tableau 7 : les points de différences de BNP Paribas par rapport aux autres banques

Economique	Technologique
• Comprenant Les meilleurs standards d'éthique et de conformité en augmentant le PIB des pays • Un réel maitrise des investissements et couts malgré les contextes défavorables de son environnement	• Un système d'E-banking développé • Un suivie des flux et trésorerie en temps réel • Une lutte contre les risques technologiques et cybersécurité • Culture technologique développé (intelligence artificielle)
Socioculturel	Ecologique
• Mise en place de nouveau modèles d'inclusion bancaire favorisant les femmes entrepreneurs • Un penchant vers la diversité des jeunes entrepreneurs et la microfinance	• Une participation aux projets écologiques (les projets lié au réchauffement climatique, protection des océans) • Soutiens et mobilisation aux organisations en cas de catastrophe naturelles ou crises sanitaires (COVID19)

Source : fait par nous même

4.2 Analyse SWOT de BNP Paribas :

Tableau 8 : Analyse SWOT de BNP Paribas

Forces	Faiblesses
• Leader avec une structure financière solide • N1 européen et 3 éme mondial selon Greenwich • Une satisfaction client • Collaboration avec les start-up et microfinances • Engagements réels au près des causes humaines, sociales et écologiques • Une innovation constante • Une digitalisation de ses activités • Une communication et une relation client fluide et très mise en avant. • Modèle diversifié	• La répartition du risque dans des pays qui ont des cycles économiques différents. • Un frein des pays moins développés au niveau technologique
Opportunités	Menaces
• Un renforcement à l'international • Une diversification des cultures et des parts de marché • Un monopole économique	• Une concurrence constante • Une économie globale instable et choc boursier • Risques environnementales et sanitaires

Source : Fait par nous même

Section 2 : l'analyse du dossier d'octroi de crédit :

Sous- section 1 : Analyse technico – économique :

Un demandeur d'un crédit d'investissement doit constituer un dossier pour raison que la conformité de ce dernier soit vérifiée par le banquier afin de définir le profil du demandeur de crédit et la collecte de maximum d'informations sur le client et son entreprise pour un diagnostic complet.

Les documents peuvent varier selon la nature de l'investissement et le domaine d'application de l'entreprise.

1.1 : Constitution du dossier de crédit (Know your Customer) :

Le chargé d'affaires reçoit le client en rendez-vous afin d'avoir un premier contacte ainsi cerner son besoin et ses attentes, tout en l'orientant dans ces procédures et ces démarches en lui proposant les lignes de crédit adéquates. (Les informations sont requises selon le KYC).

Kyc: (Bannaroch Sammy , 2018) Know your Customer, est un enjeu économique ou connaissance du client, est le nom donné aux réglementations permettant de vérifier l'identité des clients d'une entreprise. Le terme est également utilisé pour faire référence à la réglementation bancaire qui régit ces activités.

Les processus Know your Customer sont utilisés par les entreprises de toutes tailles afin de s'assurer de la conformité des clients face aux législations anti-corruption, ou liés au blanchiment d'argent ainsi que pour vérifier leur probité et intégrité.

Cela a également pour but de prévenir l'usurpation d'identité, la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ces processus se font typiquement par collecte et analyse de données, l'analyse du comportement et des transactions, etc. Afin de définir l'identité du bénéficiaire des opérations comportant les renseignements du client et son activité, les dirigeants, etc.

Qui permettra également à la banque de personnaliser et renforcer ses services et la gestion des données collectées.

1.1.1 La carte d'identité de l'entreprise :

Elle reprend les éléments suivants : (BNP PARIBAS FORTIS, 2016)

- ✓ Présentation de l'entreprise : forme juridique, capital social, siège social et la description de son activité.
- ✓ Une analyse SWOT afin d'identifier les atouts ainsi que les points faibles et menaces.
- ✓ Présentation de vos produits et services.
- ✓ Présentation des collaborateurs, clients, et fournisseurs.
- ✓ Présentation de la structure de l'entreprise ainsi que les éléments qui veille à son bon fonctionnement.

- ✓ L'objet de l'investissement : il s'agit d'une extension, renouvellement, ou projet de création avec des commentaires sur la capacité de production avant et après la réalisation de l'investissement.
- ✓ La construction envisagée pour des équipements à acquérir.

1.1.2 Les documents demandés :

➤ Les documents juridiques et administratifs

- (BNA) Statuts juridiques pour les personnes morales.
- Copie certifiée conforme du registre de commerce.
- Copie certifiée conforme du bulletin officiel des annonces légales (BOAL).
- Titre de propriété du terrain ou du bail de location des locaux à usage professionnel.
- Registre de commerce.
- Copie de l'autorisation spécifique ou agrément (pour les professions libérales).

➤ Les documents comptables et financiers/économiques :

(BNA) Les documents comptables (bilans comptables, tableaux des comptes de résultat et annexes) des trois derniers exercices clos certifiés par un commissaire aux comptes pour les SPA et SARL et un comptable agréé pour les autres entreprises (affaire individuelle, EURL, et SNC).

Une situation comptable récente pour les demandes de crédit introduite après le 30 juin, ainsi qu'un bilan intermédiaire de l'exercice en cours et un bilan prévisionnel de l'exercice suivant comportant :

- Bilan de clôture de l'exercice en cours.
- Bilan d'ouverture et prévisionnels de l'exercice à financer.
- Tableau des comptes de résultat prévisionnel.
- Bilans fiscaux et annexes des trois derniers exercices clos, lorsqu'il s'agit d'une demande de crédit d'extension.
- Plan de financement et de trésorerie.
- Le planning des importations pour les entreprises de négoce (importations en quantités et montants).
- Rapport des commissaires aux comptes et résolution de l'assemblée des actionnaires pour les sociétés de capitaux (SPA, SARL).

- Le budget prévisionnel du projet (nombre d'unités, prix de vente, prix de revient et marge).
- Rapport annuel d'activité.
- Décomposition du chiffre d'affaires.
 - Documents fiscaux et parafiscaux :
 - (BNA)Attestations fiscale et parafiscale dûment apurées.
 - Un calendrier de remboursement des dus antérieurs relatif à la dette fiscale ou sociale arrêté par l'organisme concerné.
 - Attestation de mise à jour CNAS (moins de trois mois).

1.2. L'analyse du projet :

Cette étude se base sur l'opportunité économique du projet à travers l'étude de l'environnement où il est appelé à évoluer.

1.2.1 : analyse du marché :

(BNP PARIBAS FORTIS, 2016)L'étude de marché est une analyse quantitative et qualitative d'un marché, l'offre et la demande réelle ou potentielles d'un produit ou d'un produit ou d'un service afin de permettre l'élaboration de décisions commerciales.

L'objectif visé par l'étude de marché est de prévoir le volume de marchandises ou de services pouvant être vendus sur le marché. Ce volume dépend des paramètres suivants :

- La taille, la structure et l'évolution du marché
- Le niveau de production et les prix de vente que l'on peut espérer pratiquer
- Le lieu et le secteur du marché visé et la zone d'implantation
- La politique commerciale à adopter...

1.2.2 : analyse commerciale :

(BNP PARIBAS FORTIS, 2016)Elle est basée sur l'analyse des 4P de Mc Carthy qui sont : Product (produit), Price (prix), fins place(la distribution) et promotion(la communication).

a) le produit : Le banquier doit s'intéresser à :

- Les caractéristiques du produit.
- le type du besoin satisfait.
- La gamme du produit (mono ou multi-produit).

b) le prix : Il faudra penser à :

- La compétitivité du prix pratiqué par l'entreprise.
- La stratégie de fixation des prix.
- L'existence de contraintes en matière de distribution ou de réglementation.

c) La distribution : On devra s'interroger sur :

- les modes de distribution.
- au réseau de distribution de l'entreprise.
- le type du circuit de distribution.
- les performances du service après-vente.

d) la promotion : L'évaluateur devra s'intéresser aux supports utilisés pour faire connaître le produit (presse, radio, sponsoring, les foires,...etc.), et leurs couts par rapport à ceux de la concurrence.

1.3. Analyse technique : Le banquier prend en considération:

- Le degré d'obsolescence de la technologie utilisée par l'entreprise
- La notoriété des fournisseurs et leur localisation par rapport au pro
- Les délais de réalisation (ils doivent être réalistes).

1.4. L'analyse des couts :

(Elie Cohen, 1991) Il s'agira de recenser tous les coûts d'investissement et d'exploitations susceptibles d'intervenir dans le projet : et évaluer leur juste montant, afin d'obtenir une analyse aussi crédible que possible.

Tableau 9 : récapitulatif des chiffres les différentes rubriques de l'investissement

Rubriques	Partie en DA	Partie en devise (CV/DA)	total	Déjà réalisé
Etudes et frais préliminaires				
Terrains				
Bâtiments				
Equipements de production				
Matériel du bureau				
Matériel de transport				
Montage et essai de mise en œuvre				

Formation				
Intérêts intercalaires				
Fond de roulement de Démarriage				
Autres				

Source : Elie Cohen , 1991 , Gestion financière de l'entreprise et développement financier

Planning de réalisation : Le promoteur doit présenter un plan de réalisation envisagé, dans lequel il indiquera le délai nécessaire pour passer en phase d'exploitation.

En cas d'avis favorable, le banquier et le promoteur veillent à ce que le projet se réalise dans le délai prévu, dans de bonnes conditions, car une erreur dans cette phase peut revenir fatale lors de l'exploitation.

Sous - section 2 : l'étude financière

Cette étude se base sur l'opportunité financière du projet ainsi que sa faisabilité et qui permettra à l'entreprise d'accroître les résultats suffisants pour la banque. Une étude des états financiers et un diagnostic complet de ses performances se basant sur son évolution.

L'analyse financière regroupe un ensemble de technique et informations a analysé d'un point de vue économique et financier d'après les documents comptable tels que le bilan et le compte de résultat reflétant la réalité financière de l'entreprise a une date donnée.

2.1. Bilan financier :

Pour une entreprise son patrimoine consiste à représenter un ensemble de biens matériels ou immatériels, récapituler en un passif et un actif tel que les ressources employées, afin d'expliquer son fonctionnement , (Elie Cohen, 1991) ainsi les éléments qui constituent le bilan sont représenter dans le tableau ci-dessous :

L'actif : les valeurs qui représentent le patrimoine de l'entreprise

Tableau 10: les valeurs de l'actif

ACTIF	Actif non courants	• Les immobilisations en non-valeurs • Immobilisations incorporelles • Immobilisations corporelles • Immobilisations financières • Ecarts d'acquisitions
	Actif courant	• Les stocks • Créances de l'actif courant • Titres et valeurs de placement • Ecarts de conversion active sur élément circulant
	Trésorerie actif	• Chèques • Banques, trésorerie générale • Caisse, régies d'avances et accréditifs

Source : Elie Cohen , 1991 , Gestion financière de l'entreprise et développement financier

Le passif : les sources et ressources de financement aidant l'entreprise à financer son patrimoine et son activité.

Tableau 11 : Les valeurs du passif

Passif	Financement permanent	• Capitaux propres • Primes et réserves • Les écarts de conversion passive
	Passifs non – courants	• Emprunts et dettes financières • Impôts différés et provisionnés • Provisions
	Passif courant	• Fournisseurs • Impôts • Autres dettes
	Trésorerie passif	• Crédits d'escompte • Crédits de trésorerie • Soldes bancaires créditeurs

Source : Elie Cohen , 1991 , Gestion financière de l'entreprise et développement financier

Certains éléments du bilan peuvent être retraités afin d'élaborer un diagnostic pertinent pour l'entreprise, cela est représenté par des retraitements. (AAOUID, 2017)

Les retraitements sur l'actif : en donnant la valeur réelle de chaque élément, et en corrigeant les écarts et en classant les éléments de l'actif circulant d'exploitation et hors exploitation.

Les retraitements sur le passif : en ajoutant des amortissements diverses, ajoutant des valeurs tel que la valeur nette comptable ainsi en corrigeant également les écarts de conversion.

2.1.1. - Indicateurs d'équilibre financier :

➤ Le fond de roulement net :

Une valeur qui définit l'équilibre financier d'une entreprise, des ressources stables durables qui permettent une garantie de remboursement de son endettement, ainsi un ajout de ressources à court terme renouvelable.

Il peut s'obtenir par deux façons différentes :

Le haut du bilan = Capitaux permanents – Actifs immobilisés → permet de définir le mode de financement

Le bas du bilan = Actif circulant – Dettes à court terme → permet de calculer la capacité de l'entreprise à couvrir les dettes à court terme.

Nous nous retrouvons avec deux situations :

- ✓ Si le fond de roulement est positif = l'entreprise est solvable
- ✓ Si le fond de roulement est négatif = il n'y a pas d'équilibre financier, une insolvabilité est probable

➤ Le besoin en fond de roulement :

(Elie Cohen, 1991) Représente un fond de démarrage au projet d'investissement, il s'agit d'un décalage entre le décaissement des achats et l'encaissement des ventes.

Ayant un caractère structurel il dépend de la nature de l'activité ainsi que des conditions générales d'exploitation, suivant certaines durées notamment celle :

Du stockage : un stock élevé se traduit par un BFR élevé, d'où la gestion des stocks est importante afin de réduire le cumule des stocks et la factorisation des processus de ventes et livraisons.

(AAOUID, 2017) Dettes des fournisseurs : plus l'activité de production est moyenne ou courte plus les dettes sont réduites.

Créances des clients : critère influent sur les dettes fournisseurs car l'entreprise doit garantir un équilibre afin de respecter les délais et son activité.

On le calcule comme suit :

$$\mathbf{BFR = Actif\ courant - passif\ courant}$$

- La trésorerie : Une confrontation entre le F R et le BFR, or une différence entre la trésorerie active et la trésorerie passive (AAOUID, 2017)

$$\mathbf{TN = Trésorerie\ active - trésorerie\ passive}$$

Ou aussi : $\mathbf{TN = Fond\ de\ Roulement - Besoin\ en\ Fond\ de\ roulement}$

2.2. Le compte de résultat :

(AAOUID, 2017) Un état récapitulatif de l'activité de l'entreprise en faisant apparaître un résultat net qui définira si cette dernière a enregistré un profit ou une perte en déterminant l'état des soldes de gestion sous forme de tableau.

- Le chiffre d'affaires :

Correspond aux biens vendus ou services évalués de l'entreprise d'après son activité ordinaire

$$\mathbf{CA = Quantité\ vendue \times Prix\ de\ vente\ unitaire}$$

- Production de l'exercice :

(Giles Meyer, 2017-2018) Représente l'activité réelle des entreprises, or la production globale, les ventes des biens et services, les stocks de produits en cours ou finis parallèlement elle constitue comme indicateur de la capacité industrielle de l'entreprise.

$$\mathbf{Production\ de\ l'exercice = Production\ vendue + Production\ stockée + Production\ immobilisée}$$

- Marge Brute :

(AAOUID, 2017) Le surplus de ventes des marchandises de l'entreprise, calculée généralement par les entreprises commerciales ou les entreprises industrielles ayant une activité commerciale.

$$\mathbf{Marge\ Brute = Vente\ de\ marchandises - Cout\ d'achat\ des\ marchandises\ vendues}$$

➤ La consommation de l'exercice :

(AAOUID, 2017) En somme, la consommation de l'exercice regroupe les biens et services consommés, extérieurs ou internes.

$$\textbf{Consommation de l'exercice} = \textbf{Achats consommés de matières et fournitures} + \textbf{Autres charges externes}$$

➤ La valeur Ajoutée d'exploitation :

(Giles Meyer, 2017-2018) L'excès positif de l'entreprise d'après sa production afin d'ajouter un certain taux au produit intérieur brut d'où une participation à l'économie du pays ou l'accumulation de richesses de l'entreprise.

La valeur ajoutée collabore aux revenus de l'entreprise par le paiement des charges de personnel, ou les impôts et taxes de l'état ou toutefois les charges financières.

$$\textbf{Valeur ajoutée} = \textbf{La production de l'exercice} + \textbf{Marge brute} - \textbf{La consommation de l'exercice}$$

➤ Excédent Brut d'Exploitation :

(Giles Meyer, 2017-2018) Indicateur de la performance d'exploitation de l'entreprise, considéré comme un premier solde déterminant la rentabilité car il est calculé sans amortissements ni impôts.

$$\textbf{EBE} = \textbf{Valeur ajoutée} + \textbf{Subventions d'exploitation} - \textbf{Impôts et taxes} - \textbf{Charges de personnel}$$

➤ Le Résultat Opérationnel :

(AAOUID, 2017) Aussi appelé le résultat brut d'exploitation, un revenu sans impôts ni remboursements d'aucune sorte, une mesure de performances industrielles et commerciales

$$\textbf{Résultat Brut d'Exploitation} = \textbf{EBE} + \textbf{Autres charges opérationnelles} - \textbf{Autres charges d'exploitation} + \textbf{Reprises d'exploitation} - \textbf{Dotations d'exploitation}$$

➤ Le Résultat Financier :

(AAOUID, 2017) Valeur liée à la performance de l'entreprise selon son activité sur le marché financier, tout en prenant ces précautions par rapport aux endettements qu'elle peut engendrer.

$$\textbf{Résultat Financier} = \textbf{Produits financiers} - \textbf{Charges financières}$$

➤ Le Résultat Ordinaire :

(AAOUID, 2017) La valeur financière de l'entreprise dans son activité normale habituelle sans perturbations externes.

$$\textbf{Résultat Ordinaire} = \textbf{Résultat opérationnel} + \textbf{Résultat financier}$$

➤ Le Résultat Courant (Après impôts) :

(AAOUID, 2017) Résultat des opérations ordinaires sans impôts.

$$\textbf{Résultat Courant} = \textbf{Résultat ordinaire} - \textbf{impôt sur le bénéfice}$$

➤ Le Résultat Extraordinaire :

(Giles Meyer, 2017-2018) Souvent calculé en cas de catastrophe naturelle ou incendie, il regroupe des événements qui viennent perturber l'activité normale de l'entreprise considéré comme éléments inhabituels.

$$\textbf{Résultat Extraordinaire} = \textbf{Produits extraordinaires} - \textbf{Charges extraordinaires}$$

➤ Résultat de l'exercice :

(Giles Meyer, 2017-2018) Une mesure de rentabilité de l'entreprise, qui définit si cette dernière a enregistré un profit ou une perte ainsi dans le cas de profit le revenu est repartie sur les actionnaires et ensuite mentionner dans le passif du bilan qui permettra au calcul des capitaux propres.

$$\textbf{Résultat de l'exercice} = \textbf{Résultat courant après impôts} + \textbf{Résultat extraordinaire}$$

2.3. Capacité d'Autofinancement

(AAOUID, 2017) La CAF est une ressource de financement produite par l'activité de l'entreprise qui représente un profit enregistré qui permet un autofinancement. Qui permet d'assurer les investissements et la rémunération des apporteurs des capitaux.

La capacité d'autofinancement peut être calculée par deux méthodes : méthode additive et soustractive

Méthode additive : calculée à partir du résultat net

	1		Résultat net de l'exercice
	2	+	Dotations d'exploitation
	3	+	Dotations financières
	4	+	Dotation non courantes
		-	Reprises d'exploitation
		-	Reprises financières
		-	Reprise non courantes
	5	-	Produits de cession des immobilisations
	6	+	VNA de l'immobilisation cédée
I.	7	=	Capacité d'autofinancement (CAF)
	8	-	Distribution du bénéfice
II.		=	Autofinancement

Méthode soustractive : calculée à partir de l'excédent brut d'exploitation EBE

I.			Excédent brut d'exploitation EBE
II.		+	Produits encaissables (1+2+3+4)
	1		Autres produits d'exploitation
	2		Reprises d'exploitation
	3		Produits financiers
	4		Produits non courants
III.		-	Charges décaissables (5+6+7+8+9)
	5		Autres charges d'exploitation
	6		Dotations d'exploitations
	7		Charges financières
	8		Charges non courantes
	9		Impôts sur les résultats
IV.		=	Capacité d'autofinancement (I + II + III)
	10	-	Distribution de bénéfices
V.		=	Autofinancement (IV – 10)

L'importance de l'autofinancement :

(Elie Cohen, 1991) L'autofinancement demeure important car il est considéré comme un déterminant de la capacité de l'entreprise à assurer sa reproduction des capitaux, dont un financement indépendant, tout en permettant la croissance de ses derniers.

Il contribue également à l'influence sur l'excédent brut d'exploitation, car il représente un ensemble de caractéristiques d'exploitation, ou des ressources afin de constituer les capitaux émis, ainsi que l'aide qui apportera un développement de l'activité et sa croissance grâce à un bénéfice.

On peut le considérer également comme acteur de maintien en cas de pertes ou d'événements inhabituels ou une sécurité en cas d'emprunts, ou même considéré comme un fonds monétaire qui permet à l'entreprise d'investir dans de nouveaux projets ou dans le développement de son activité.

2.4. Analyse par les ratios :

Un ratio : représente la relation entre deux grandes valeurs, fréquemment on étudie son évolution ou on l'utilise autant que comparant entre les entreprises, indispensable dans une analyse statique de la gestion d'entreprise au niveau interne et externe. (Giles Meyer, 2017-2018)

Le ratio est défini par : (AAOUID, 2017)

- ☒ Les ratios de structure financière
- ☒ Les ratios de rentabilité
- ☒ Les ratios de liquidité
- ☒ Les ratios de productivité
- ☒ Les ratios de gestion

2.4.1. les ratios de structure financière :

L'analyse des ratios de structure financière s'agit d'examen de la politique de financement de l'entreprise et le taux de risque financiers à partir de capitaux propres.

Tableau 12 : Ratios de structure financière

Les ratios de structure financière	Méthode de calcul	Interprétation
Le financement permanent	$\frac{\text{Ressources Stables}}{\text{Emplois Stables}}$	il indique le taux de financement des actifs immobilisés par les capitaux propres ou si l'entreprise a un équilibre financier. Si il est supérieur à 1, l'entreprise a un équilibre financier car les ressources stables financent totalement les emplois stables et résulte une marge qui couvre les besoins de financement dans son cycle d'exploitation.
L'autonomie financière	$R1 = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{passif total}}$ $R2 = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Financement permanent}}$	peut être mesuré par deux ratios, selon les créanciers et le degré d'indépendance de l'entreprise. Si ils sont supérieurs à 0.5 cela veut dire que l'entreprise est indépendante financièrement.

La solvabilité générale		$\frac{\text{Actif totale}}{\text{Dettes}}$	la capacité de l'entreprise si elle est en mesure de respecter ses promesses et payer ses dettes sur le court ou long terme grâce à son actif. L'entreprise peut refléter une bonne image par rapport a ces crédit auprès des créances si ce ratios est supérieur à 1.
Capacité de remboursement	Taux d'endettement	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{dettes de financement}}$ ♦ Dettes de financement = dettes à long terme	Par ce ratio on calcule la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes par les capitaux propres et le temps nécessaire pour cela afin d'arriver à terme de l'échéancier.il doit être supérieur a 1.
	Capacité de remboursement	$\frac{\text{Dettes de financement}}{\text{CAF}}$	Ce ratios calcule le nombre d'année nécessaires a l'entreprise afin de rembourser ces dettes selon sa CAF.

Source : AAOUID, Brahim , 2017 , Analyse et gestion financière

2.4.2. Ratios de rentabilité :

Représente la capacité de l'entreprise a généré un certains bénéfice or une création de richesses par l'actif en exprimant sa performance, on distingue trois types de rentabilité.

Tableau 13 : Ratios de rentabilité

Les rations de rentabilité	Méthode de calcul	Interprétation
Rentabilité commerciale	$\frac{\text{EBE OU RE}}{\text{Chiffre d'affaire HT}}$	on peut la mesurer sois par l'EBE ou par le Résultat d'exploitation ainsi une amélioration dans ce ratio définis une meilleure productivité de l'entreprise car il présente l'indépendance de l'entreprise face à sa politique financière.
Rentabilité financières	$\frac{\text{Resultat Net}}{\text{Capitaux propres}}$	mesure le taux de rendement du capital investi ou réinvesti, permettant d'approvisionner les ressources propres, or sa rentabilité financière.

Rentabilité économique	$\frac{EBE \text{ ou } \text{Resultat d'exploitation}}{\text{Actif économique}}$ Actif économique = actif immobilisé + BFR	Mesure la contribution des capitaux investis dans la réalisation du résultat d'exploitation ou dans l'EBE.
------------------------	--	--

Source : AAOUID, Brahim , 2017 , Analyse et gestion financière

2.4.3. Les ratios de liquidité :

(Giles Meyer, 2017-2018) Les ratios de liquidité sont des valeurs qui mesurent la capacité d'une entreprise à rembourser ses dettes par ses disponibilités. Par cela nous avons trois types de ratios de liquidité.

- Dettes à court terme = Trésorerie passif - Passive circulant

Tableau 14 : Ratios de liquidité

Les ratios de liquidités	Méthode de calcul	Interprétation
Liquidité générale	$\frac{\text{Actif circulant}}{\text{dettes a court terme}}$	mesure la capacité de l'entreprise à prendre en charge ses dettes à court terme d'après son actif circulant or les stocks, créance et trésorerie.il doit être supérieur a 1.
Liquidité Intermédiaire	$\frac{\text{Actif circulant} - \text{Stocks}}{\text{Dettes a court terme}} = \frac{\text{Créances} + \text{Trésorerie}}{\text{Dettes a court terme}}$	une mesure restreinte qui mesure la capacité d'une entreprise à prendre en charge ses dettes à court terme d'après ses liquidités or sans les stocks, il doit être supérieur à 1
Liquidité Immédiate	$\frac{\text{Trésorerie}}{\text{Dettes a court terme}}$	mesure des capacités d'une entreprise à prendre en charge ses dettes à court terme d'après ses disponibilités or sa trésorerie active. Il est généralement inférieur à 1.

Source : AAOUID, Brahim , 2017 , Analyse et gestion financière

2.4.4. Ratios de productivité :

Les ratios de productivité permettent d'analyser les performances des facteurs de production et leurs évolutions d'après un moment T.

- La réalisation de la valeur ajoutée : on la mesure afin de calculer le degré d'intégration des activités ainsi la valeur que le personnel ajoute, cela se fait par deux ratios :

$$\text{degrés d'intégration des activités} = \frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{production}}$$

$$\text{Valeur ajoutée par le personnel} = \frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{effectif moyen}}$$

- La répartition de la valeur ajoutée : répartie sur cinq parties participante à sa formation.

$$\text{Part du Personnel} = \frac{\text{Charge de personnel}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

$$\text{Part de l'Etat} = \frac{\text{Impôts sur résultats} + \text{impôts sur taxes}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

$$\text{Part des Prêteurs} = \frac{\text{Charge financières}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

$$\text{Part des Actionnaires} = \frac{\text{Dividendes}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

$$\text{Part de l'entreprise} = \frac{\text{Autofinancement}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

2.4.5. Les ratios de gestion :

Les ratios de gestion sont des ratios qui permettent de mieux comprendre les besoins en Fond de Roulement et d'établir des prévisions économiques et industrielles de l'entreprise.

Tableau 15 : Ratios de gestion

Ratios de Gestion		Méthode de calcul	Interprétation
Rotation des stocks	Stock moyen	$\frac{\text{Stock initial} + \text{Stock final}}{2}$	Permet de définir le niveau de gestion de stocks
	Stock de marchandises	$\frac{\text{Achats revendus de marchandises}}{\text{Stock moyen de marchandises}}$	Permet de définir les stocks des marchandises depuis l'achat jusqu'à leur vente

	Stock de matières premières	$\frac{\text{Achats consommés de matières premières}}{\text{Stock moyen de matières premières}}$	Il permet de savoir le nombre de fois ou le stock est renouvelé.
	Stock de produits finis	$\frac{\text{Coût de production des produits vendus}}{\text{Stock moyen de produits finis}}$	Il permet de connaître le nombre de fois où il a fallu renouveler le stock durant l'exercice comptable.
Rotation des créances clients	Taux de rotation	$\frac{\text{Ventes TTC}}{\text{Clients et comptes rattachés}}$	Il indique le nombre de fois accordé des crédits aux clients afin de réaliser le montant de leur CA.
	Délai de recouvrement	$\frac{\text{Clients et comptes rattachés}}{\text{ventes TTC}} \times 360 \text{ j}$	Il mesure la durée moyenne du crédit émis aux clients.
Rotation des dettes fournisseurs	Taux de rotation	$\frac{\text{Achat TTC}}{\text{Fournisseurs et comptes rattachés}}$	Indique le nombre de fois où l'entreprise a obtenu des crédits par ces fournisseurs pour réaliser ses achats.
	Délai moyen de règlement des dettes	$\frac{\text{Fournisseurs et comptes rattachés}}{\text{Achat TTC}} \times 360 \text{ j}$	Il mesure la durée moyenne de règlement obtenue auprès des fournisseurs.

Source : AAOUID, Brahim, 2017, Analyse et gestion financière

Section 3 : Analyse des risques :

Les risques bancaires sont multiples, toutefois les établissements bancaires se doivent de faire face à ce type d'événements inhabituels et imprévisibles, afin d'éviter les répercussions désastreuses sur le bon fonctionnement de son activité et de les contrôler.

3.1. Définition d'un risque : peut être considéré comme une incertitude venant d'un engagement ou une probabilité de dégradation ou de difficultés d'une situation quelconque, ainsi pour une banque elle est liée directement aux crédits qu'elle octroie à ses clients, et les capacités de remboursement de ces derniers.

On peut distinguer deux types de conséquences

- Conséquences directes : pertes, provisions qui affectent directement la rentabilité de la banque et son bilan
- Conséquences indirectes : la mise en cause de la responsabilité de la banque à une ouverture de procédure concernant son client.

3.2. Identification des risques de crédit :

1. Risque de signature ou contrepartie : (Risque clientèle , Risque interbancaire , Risque pays)
2. Risque financiers
3. Risque de non-remboursement
4. Risque d'immobilisation

3.2.1. Risque de signature ou contrepartie : un risque dépendant de la relation banque – client, des pertes en raison de l'engagement d'un emprunteur à rembourser ses dettes. Il est défini par trois formes :

- 1.1. Risque sur l'emprunteur : les créances dédiées à la clientèle et des établissements de crédit.
- 1.2. Risque sur le prêteur : risque sur les garanties concernant les financements en cas de difficultés
- 1.3. Risque de contrepartie pur : liée directement au taux de change et peut provoquer l'annulation d'une garantie.

Les facteurs causant le non-respect d'engagement d'une entreprise vis-à-vis de son prêteur peuvent être cités comme suit :

- Risque particulier : concerne la situation financière de l'entreprise elle-même, et les compétences de ses dirigeants.
- Risque sectoriel : concerne le secteur d'activité économique, des changements d'exploitation ou de production qui peuvent affecter l'entreprise.
- Risque général : concerne l'insolvabilité de l'entreprise, selon des facteurs politiques ou économiques déterminant son activité et son existence.

3.2.2. Risque financier :

- ♦ Risque de liquidité : se penche sur l'incapacité de la banque à gérer une éventuelle élévation de son actif or la structure du bilan, il peut être causé par une crise du marché, un manque de confiance ou une hésitation du marché concernant l'établissement
- ♦ Risque de taux d'intérêt : la banque est constamment affectée par le changement du taux d'intérêt sur sa rentabilité ou fonds, car les revenus et charges dépendant du taux du marché qui se reflète sur son résultat.

- ♦ Risque de marché : est lié directement aux valeurs du marché, provenant des opérations de négociations porté sur les titres de créance.
- ♦ Risque de change : cela touche le volet international de la banque sous deux formes .Premièrement, risque de transaction dépendant de l'évolution des opérations de devises qui affecte sa rentabilité, deuxièmement le risque de traduction qui concerne l'expression d'une activité de crédit d'après une monnaie unique.

3.2.3. Risque de non-remboursement : concerne les crédits de financement d'exploitation ou d'investissement, lors de l'incapacité ou le refus du client à rembourser ses crédits, son origine peut être financière, industrielle, commerciale ou manque de compétences,

3.2.4. Risque d'immobilisation : les retards de remboursements ou décalage peuvent être néfastes à la banque, du a une mauvaise gestion ou des imprévus, qui crée une insuffisance au moment de demandes de retraits ou de crédits par sa clientèle, à ce moment-là la banque se trouvera dans l'obligation de d'assurer son équilibre financier en assurant ses opérations par sa trésorerie ou ressources internes.

Conclusion du chapitre méthodologique :

L'équilibre de la structure financière d'un établissement se reflète à ses aptitudes à honorer ses engagements, ainsi dans ce deuxième chapitre, nous avons tenté de décrire la démarche du banquier pour l'étude d'un dossier de crédit.

Nous avons également essayé de mettre en avant le processus du montage d'un dossier de crédit depuis la demande du client en agence jusqu'au retour final de la décision par la direction générale.

Le recueil d'informations permettra à la banque d'établir une étude approfondie de l'entreprise et son activité ainsi de cerner son besoin lié à ses projets d'investissement à travers l'étude de ses divers documents et le fais de ce référé à certains ratios qui permettront de définir la solvabilité et la rentabilité de l'entreprise.

Nous comptons aussi que la banque prendra ses précautions concernant les risques des crédits que cette opération peut engendrer, ainsi des garanties nécessaires afin de maintenir son bon fonctionnement et son apport au développement économique.

CHAPITRE 3 :

RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

Il est possible de définir une relation entre les objectifs de l'analyse et les méthodes et instruments qu'elle requiert.

Une analyse orientée vers l'étude de la solvabilité s'applique le plus souvent à l'étude du bilan (analyse statique) et du tableau de financement (analyse de flux), et s'intéresse à l'ajustement entre les engagements contractés par l'entreprise et les liquidités qu'elle peut espérer dégager.

Une analyse orientée vers l'étude des performances s'applique principalement à l'étude du compte de résultat, pour rendre compte de la formation des soldes de gestion et les comparer aux flux d'activité ou aux moyens engagés par l'entreprise.

Section 1 : Présentation du demandeur de crédit :

Notre demandeur de crédit sera présenté sous le nom de « entreprise x » afin de protéger la confidentialité de la banque et le secret professionnel.

L'entreprise X est une SARL considérée comme leader national dans son activité elle a été créée en 1992 , au niveau du nord-ouest algérien par une alliance de deux amis débutants leur activité dans un local de 300m2.

En 1996 l'entreprise passe à un statut d'entreprise famille avec le retrait d'un des créateurs, comptant six associés dont les parents et les enfants .Par la suite le fondateur (le papa) titulaire d'un diplôme en pharmacie industrielle a Paris , créa une usine selon la méthode HACCP dotée d'équipements modernes et sophistiqués en installant son propre réseau de distribution.

- HACCP est un système qui identifie, évalue et maîtrise les dangers significatifs au regard de la sécurité des aliments (NF V 01-002) se faisant sur 12 étapes, essentiellement recouvrant trois classes de dangers concernant l'hygiène des aliments :
 - Les dangers biologiques (virus, bactéries)
 - Les dangers chimiques (pesticides, additifs)
 - Les dangers physiques (bois, verre)

Plus les années passèrent et avec le succès obtenu, ils optent pour des prêts bancaires afin de développer leurs chaînes de production en créant une nouvelle et la développer sur tout le territoire algérien.

En 2017 le papa prenant sa retraite cède l'entreprise a ces enfants qui étaient déjà en activité, or l'entreprise compte aujourd'hui quatre actionnaires dont deux frères et deux sœurs, les deux sœurs étant basées à l'étranger, les deux frères un ingénieur (Mohammed) et un économiste (Abdelkader) continuent à assurer le bon fonctionnement de l'entreprise et son activité notamment l'un s'occupant de l'aspect technique et l'entretien et le second de la commercialisation et démarches administratives.

Aujourd'hui, l'entreprise X est considérée comme Leader parmi les 40 producteurs de crèmes glacées et les cinq (5) pour esquimaux sur le territoire national.

Les moyens matériels :

L'entreprise X dispose d'installations modernes grâce à un plan rigoureux de maintenance, Les installations comprennent :

Tableau 16 : Les moyens matériels de l'entreprise X

Les moyens matériels	
Matériel de production (avec les nouvelles acquisitions)	- 5 freezers 600 l/h + 2 nouvelles acquisitions - 3 remplisseuses automatiques + 2 nouvelles acquisitions - 7 cuves de maturation + 3 nouvelles acquisitions - 1 HTST (pasteurisation) - 2 compresseurs à vis - 1 groupe électrogène 160 Kva - 2 tours de refroidissement + 1 neuve - 1 bac d'eau glacée + 1 nouveau bac - 1 fruit feeders
Matériel roulant	- 10 camions (3.5T) - 2 véhicules de service.
Autre	- 1 Transformateur de 30.000 V - 4 chambres Froide 1.500 m3.

Source : Documents acquis sur l'entreprise X

Les moyens humains :

Étant une activité saisonnière, a duré de 6 mois, l'entreprise compte plus d'une cinquantaine (50) de salariés d'année en année.

1.1.Historique des crédits et nouvelle demande :

- ✓ Compte BDL 1993 accordant à l'entreprise X un crédit moyen terme de 40MDA en 2008, remboursable sur 05 ans, 1ère échéance, remboursée en 2011.
- ✓ compte Natexis depuis 2008, qui leur a accordé en 2011 un crédit leasing ainsi qu'un crédit moyen terme d'un montant total de 30 MDA remboursé au complet.
- ✓ compte BNP Paribas :
 - Un crédit-bail de 21 MDA pour l'acquisition d'une chaîne chocolaterie pour l'enrobage des esquimaux.
 - Un crédit-bail de 33MDA afin de développer sa chaîne de production.
 - Un crédit moyen terme de 67.5 MDA en 2018 afin de financer le développement de son équipement étranger afin d'augmenter la capacité de sa chaîne de production de 400 Litres / Heures à 2000 Litres / Heures.

Nouvelle demande : La demande d'un crédit moyen terme de 57 MDA afin d'ajouter une extension à sa demande de crédit moyen terme de 2018 pour son activité saisonnière de 2019 qui aidera à poursuivre l'augmentation de sa chaîne de production de 400 Litres / Heures à 2000 Litres / Heures par le financement de matériaux étrangers.

1.2.Etude de marché:

L'Algérie est un pays producteur de lait depuis des siècles, ainsi dans le secteur laitier nous trouvons la branche crème glacée qui représente une assez importante part du marché agroalimentaire depuis les années 2000. Principalement, les crèmes glacées sont un mix de lait, arômes, crèmes, fruits et parfums présentés sous différentes formes.

Une activité considérée comme saisonnière aux environs de 6 mois à partir d'avril de chaque année, suivant les températures du pays, plutôt en hausse durant l'été.

Selon la revue économique Anglo ligne, qui traite l'essentiel de l'agroalimentaire et agriculture, parmi les grands producteurs du marché algérien nous trouvons : Prima glaces , ITAL crème (EURL mazafroid) , Casa glaces , Gini glaces , suivant un marché estimé à 30 millions litres par an (2015).

Ciblant essentiellement les enfants et jeunes actifs, toutefois en se développant cette dernière a pris une place dans les coutumes alimentaires des Algériens dont les offres familiales ont reçu un retour positif des consommateurs.

Nous distinguons plusieurs gammes destinées à différentes catégories, telle que les sorbets, glace à l'italienne, bâtonnets, pots à différentes contenances, glace en sandwichs ou biscuits.

Les crèmes glacées suivent un processus de production précis avant d'être distribué ainsi sont contrôlés par des tests biologiques selon l'arrêté 3 du 15 juin 2005.

1.3. Etude commerciale :

Produit : Étant une activité saisonnière la matière première est constitué de lait, fruits, arômes, graisses végétales dont il s'approvisionne durant la période de novembre à février de l'année au niveau local ainsi viens sa période de production et de vente en même temps de février à août parfois encore deux mois de plus selon le changement des températures.

Produisant différentes formes et goûts de crèmes glacées nous comptant parmi ses produits finis :

- Pots de 125 ml / 200 ml / 600 ml
- Cornetto
- Esquimaux
- Barquette de 1.2 Litres
- Giga 6 Litres

Prix : Son chiffre d'affaire est réalisé durant la période d'avril à août Selon les prix du marché et le revenu des consommateurs les prix sont fixés comme suit:

- Cornetto : 60 da
- Esquimaux : 50 da
- Pots de 125 ml : 50 da
- Pots de 200 ml : 100 da
- Pots de 600 ml : 180 da
- Barquette de 1.2 L : 400 da
- Giga 6 Litres : 1500 da

Distribution : L'entreprise x fait la distribution avec sa propre chaîne de distribution au niveau de sa ville natale ainsi qu'au niveau national , pour les produits finis , visant les grandes surfaces, supérettes, magasins agro-alimentaires, locaux à proximité des plages ou piscine ainsi tout vendeur détaillant.

Il utilise deux types de distribution :

Détaillants : notre client distribue lui-même les produits auprès des vendeurs détaillants de crèmes glacées sur l'ouest du pays.

Dépositaires : pour le reste du territoire national, le client distribue par le biais de dépositaires qui sont situées au niveau des grandes villes du pays (Algérie, Blida, Annaba, Constantine, Biskra , Skikda , Batna; Tipaza; Tizi Ouzou ; Boumerdes , Sétif, etc.)

Le paiement, se fait à livraison pour les détaillants et à échéance pour les dépositaires par le billet de CREDOC / REMDOC

Promotion : La promotion des produits tels que les crèmes glacées ce fait à une période saisonnière, en utilisant des publicités, ou affiches publicitaire, Ainsi durant les dernières années avec l'avancée technologique et les consommateurs connectées les réseaux sociaux sont de plus en plus utilisés afin de toucher un large public en temps réel.

Section 2 : Analyse financière sur l'entreprise x

2.1. Analyse du bilan Financier :

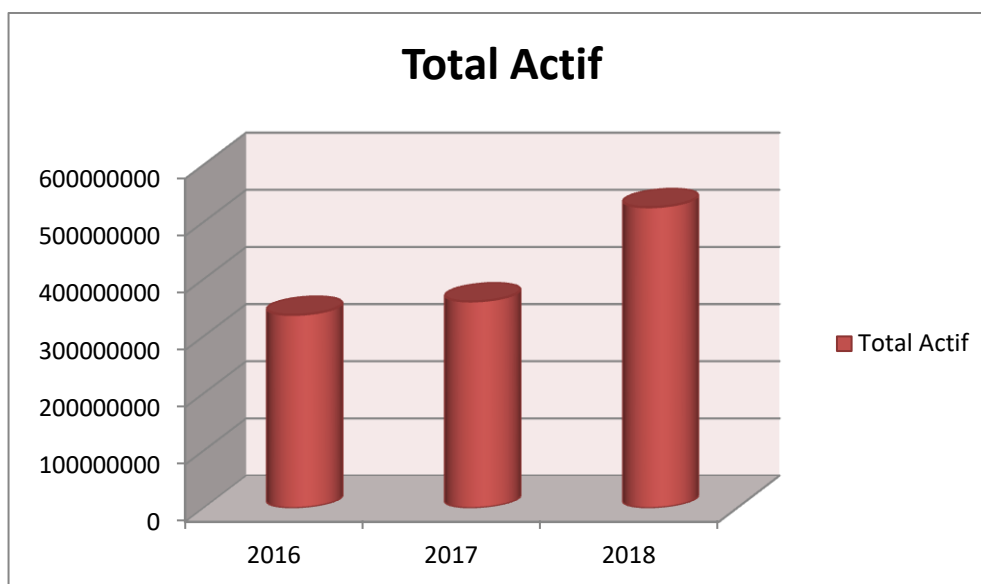
2.1.1. Actif :

Tableau 17 : Analyse de l'actif de l'entreprise X 2016- 2018

		2016	2017	2018
Actif immobilisé /Non courant		140502686	173840279	239315694
Actif Courant	Stocks	159042238	151879570	125955639
	Clients	207342	207342	207342
	Autre débiteurs	303000	7496644	54602434
	Actif Courant Totale	164960487	168215427	186545364
Trésorerie		32014675	18917053	100028627
Total Actif		337477848	360972761	525889685

Source : Document acquis sur l'entreprise X

Figure 8 : Totale actif de l'entreprise X 2016-2018



Source : fais par nous même

Calcul des rotations :

Tableau 18 : calcul des rotations de l'entreprise X

Rotations		2016	2017	2018
Rotation des stocks	$\frac{Stocks}{CAHT} \times 360 j$	189 jours	169 jours	128 jours
Rotation des créances clients	$\frac{Clients}{CATTC} \times 360 j$	1 journée	8 jours	56 jours

Source : document acquis sur l'entreprise X

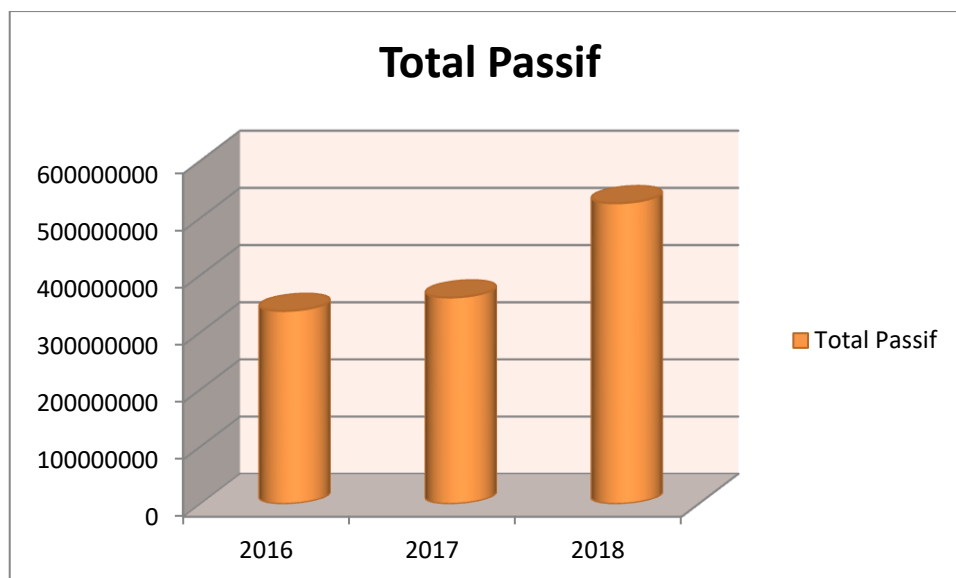
2.1.2. Passif

Tableau 19 : Totale passif de l'entreprise X

	2016	2017	2018
Capitaux propres	160652707	189350006	320544845
Passif non courant	53515026	38335674	179873341
Passif courant	115441541	122846000	10901713
Total Passif	337477848	360972761	525889685

Source : document acquis sur l'entreprise X

Figure9: totale Passif de l'entreprise X



Source : fais par nous même

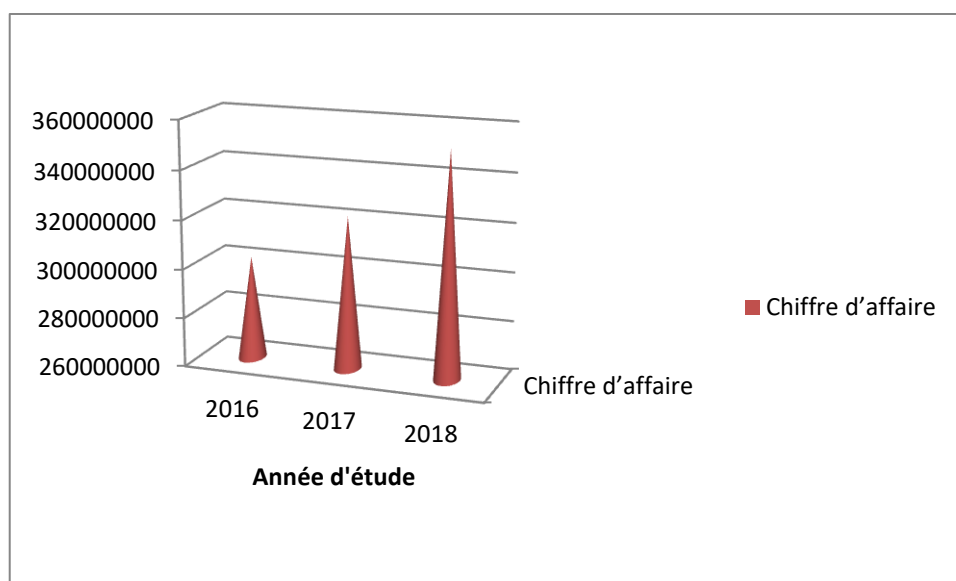
2.1.3. Analyse du Chiffre d'affaires :

Tableau 20 : Chiffre d'affaires de l'entreprise X

	2016	2017	2018
Chiffre d'affaires	302078879	322201332	351900000

Source : document acquis sur l'entreprise X

Figure 10 : Chiffre d'affaire de l'entreprise X



Source : fais par nous même

2.2. Calculer l'équilibre financier :

2.2.1. Le fond de roulement :

$$\text{FR} = \text{Capitaux permanents} - \text{Actifs immobilisés}$$

FR		2016	2017	2018
Capitaux permanents	Capitaux propres	160652707	189350006	320544845
	Dettes long terme	123310115	38335674	179873341
	Actif immobilisé	239315694	173840279	140502686
Totale		44647128	53845401	359915500

2.2.2. Le besoin en fond de roulement : $\text{BFR} = \text{Actif courant} - \text{passif courant}$

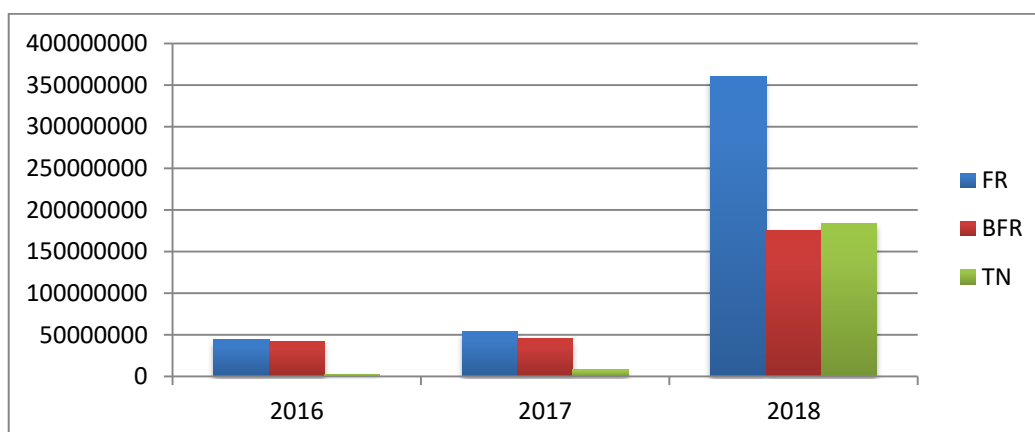
BFR	2016	2017	2018
Actif courant	164960487	168215427	186545364
Passif courant	122523541	122846000	10901713
Totale	42436946	45369427	175643651

2.2.3. Trésorerie Net :

$$\text{TN} = \text{Fond de Roulement} - \text{Besoin en Fond de roulement}$$

TN	2016	2017	2018
FR	44647128	53845401	359915500
BFR	42436946	45369427	175643651
Totale	2210182	8475974	184271849

Figure 11 : comparatif entre fond de roulement, besoin de fond de roulement et trésorerie de l'entreprise x 2016-2018



Source : fais par nous même

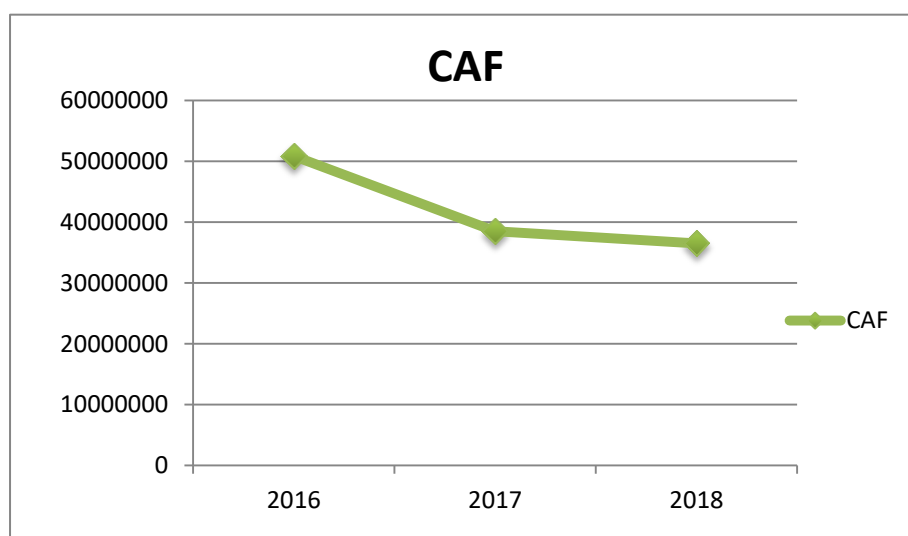
2.3. Capacité d'autofinancement :

Afin de calculer la CAF nous avons choisis la méthode additive et dans notre cas :

$$\text{CAF} = \text{Résultat Net} + \text{Dotations des amortissements}$$

CAF	2016	2017	2018
Résultat Net	31117595	28597298	17320421
Dotations des Amortissements	19771454	9914464	19184893
Totale	50889049	38511762	36505314

Figure 12 : CAF de l'entreprise X 2016-2018



Source : fais par nous même

2.3. Analyse par les ratios

2.3.1. Ratios de structure Financière

	2016	2017	2018
Financement permanent : <u>Ressources Stables</u> Emplois Stables	$\frac{214167733}{140502686} = 1.52$	$\frac{227685680}{173840279} = 1.30$	$\frac{500418186}{239315694} = 1.09$
Autonomie Financière : <u>Capitaux propres</u> passif total	$\frac{160652707}{337477848} = 0.50$	$\frac{189350006}{360972761} = 0.52$	$\frac{320544845}{525889685} = 0.60$
Solvabilité de l'entreprise : <u>Actif totale</u> Dettes	$\frac{337477848}{176825141} = 1.90$	$\frac{360972759}{171622755} = 2.10$	$\frac{525889685}{205344840} = 2.5$
Taux d'endettement : <u>Capitaux propres</u> dettes de financement	$\frac{160652707}{53515026} = 3$	$\frac{189350006}{38335674} = 4.9$	$\frac{320544845}{179873341} = 1.78$

Capacité de remboursement : <i>Dettes de financement</i> <i>CAF</i>	$\frac{53515026}{50889049} = 1$	$\frac{38335674}{38511762} = 0.9$	$\frac{179873341}{36505314} = 4.9$
--	---------------------------------	-----------------------------------	------------------------------------

2.3.2. Ratios de rentabilité

	2016	2017	2018
Rentabilité commerciale <i>EBE</i> <i>Chiffre d'affaire HT</i>	$\frac{45601272}{351900000} = 0.12$	$\frac{47430251}{322201332} = 0.15$	$\frac{59604515}{302078679} = 0.20$
Rentabilité financière <i>Resultat Net</i> <i>Capitaux propres</i>	$\frac{17320421}{320544845} = 0.05$	$\frac{28597298}{189350006} = 0.15$	$\frac{31117595}{160652707} = 0.19$
Rentabilité économique <i>EBE</i> <i>Actif économique</i>	$\frac{45601272}{414959345} = 0.10$	$\frac{47430251}{219209706} = 0.21$	$\frac{59604515}{182939632} = 0.32$

2.3.3. ratios de Liquidité

Liquidité générale	2016	2017	2018
1 - Actif circulant	164960487	168215427	186545364
2 - Dettes à court terme	115441541	122846000	10901713
$\frac{1}{2}$	1.42	1.36	17.11

Section 3 : interprétation des résultats financiers et discussions

3.1. Analyse de la structure du bilan :

3.1.1 Interprétation du Bilan Actif :

L'actif total du bilan : ce dernier enregistre une augmentation durant les trois années, or de 2016 à 2017 il augmente de 7 % de plus en 2017-2018 de 46 % et cela s'explique comme suit :

L'actif non-courant : qui représente 41 % du total actif en 2016 puis augmenter de 23% en 2017 pour une hausse de 37% en 2018 , cela s'explique à l'augmentation des amortissements en 2017 plus la rehausse en 2018 ainsi qu'à l'augmentation des autre immobilisations corporelles de 27% en 2017 et de 36% en 2018 du a l'acquisition de nouveaux équipements afin d'augmenter la capacité de sa production.

- L'actif courant : Ce dernier représentant 46% de l'actif totale en 2016 puis une hausse à 48% en 2017 mais en 2018 il diminue de 13% enregistrant 35% du totale, et cela s'explique d'après les stocks, clients et autres débiteurs :
- Stocks : une diminution de 4% entre 2016 et 2017 puis de 17 % à 2018, dû à la réduction du délai de stockage passant de 189 jours à 128 jours durant les trois années ainsi au succès connues au près des consommateurs et la demande du marché.
- Clients et autres débiteurs : nous remarquons que le poste client affiche une stabilité durant les années cependant le poste des autres débiteurs une augmentation de 23% de 2016 à 2017 puis de 62% de 2017 à 2018 due à la hausse des délais clients passés à 56 jours suivant le principe de l'entreprise qui représente la fidélisation de ses clients ainsi que la relation de confiance créée au niveau local et étranger.

Trésorerie : une diminution enregistrée en 2017 par rapport à 2016 avec un taux de 4%, cependant une augmentation remarquable de 428% en 2018, grâce à l'augmentation de Fond de roulement en 2018, grâce à l'augmentation des capitaux propres de l'entreprise et des délais des clients et autres débiteurs.

3.1.2 Interprétation du Bilan passif :

Passif Total : nous remarquons que le général passif augmente d'année en année une première augmentation de 7% ainsi une montée en flèche de 45%, cette augmentation peut être expliquée par l'analyse de chaque partie constituant le total passif.

Capitaux propres : représente durant les années 2016 – 2017 et 2018 un taux de 47% à 60% du bilan totale passif, connaissant une croissance de 17 % des capitaux propres puis de 69 % entre 2016 -2017 et 2017-2018 et cela est dû à l'augmentation du capital émis en 2018 ou une augmentation de 164%.

Passif non courant : ce dernier enregistre baisse de 28 % ainsi qu'une élévation de 369 % dû à la réduction des dettes financières puis leur forte hausse en 2018.

Passif courant : nous enregistrons un ajout de 6 % durant les années 2016 et 2017 puis une brusque baisse de 90% en 2018 causée par les autres dettes tel que les fournisseurs qui ont été déduits de 98% de leur somme durant la même période car l'entreprise a diminué les délais de paiement qui est fait à la livraison.

3.1.3. Interprétation du chiffre d'affaires :

Chiffre d'affaire : nous notons une progression du chiffre d'affaire de 2016 à 2017 de 6.7 % ainsi de 9.21 % en 2017-2018 dû à la hausse des ventes durant la période saisonnière

3.2. Interprétation de l'analyse de l'équilibre financier :

Général : l'entreprise X dispose d'un équilibre financier car la trésorerie est positive durant les années d'étude et qui augmente à chaque année de 2016 à 2018, ainsi le FR est plus élevé que le BFR, or elle dégage des liquidités qui permettent de financer ses transactions.

Le fond de roulement : le fond de roulement de l'entreprise X est positif, durant les trois années, nous remarquons une augmentation en 2017 de 20% ainsi une autre de plus de 400% en 2018 due à l'augmentation du capital émis en 2018 qui a été enregistré à 164% de plus que les autres années.

Le besoin en fond de roulement : nous enregistrons des résultats positifs durant les années d'étude, or une augmentation de 6 % en 2017 par rapport à 2016 ainsi une élévation remarquable de 200% en 2018 due à la hausse de l'actif courant essentiellement au taux élevé des autres débiteurs pour l'actif courant ainsi une remontée pour les taux de fournisseurs en 2018 et la diminution des stocks durant les années.

Trésorerie Net : la trésorerie est positive, a tendance haussière durant les trois années, grâce à la hausse du fond de roulement et qui arrive à toujours couvrir la totalité du besoin en fond de roulement or le FR couvre plus de deux fois le BFR.

3.3. Interprétation de l'analyse des ratios

3.3.1. Ratios de structure financière :

Financement permanent : le taux est supérieur à 1 durant les trois années de 2016 à 2018, cela indique que l'entreprise ne trouve aucun problème afin de financer totalement ses actifs immobilisés par ses capitaux propres durant son cycle d'exploitation.

Autonomie financière : nous remarquons que le taux augmente d'année en année ainsi il reste toujours supérieur à 0.5 et cela indique que l'entreprise X est indépendante financièrement.

Solvabilité générale : une progression du taux est notée durant nos années étudiées, toujours supérieur à 1 , indiquant que l'entreprise est en mesure de respecter ses promesses de crédit et éventuellement payer grâce à son actif.

Taux d'endettement : un taux qui reste supérieur à 1 durant les années de 2016-2018, permettant de prouver la capacité de l'entreprise X à rembourser ses dettes par ses capitaux propres.

Capacité de remboursement : d'après ce ratio, on conclut que l'entreprise peut rembourser ses dettes dans une période d'une année ou moins et cela pour les années 2016 et 2017. Cependant en 2018 cette dernière étalera son remboursement sur 5 ans tenant compte de l'importance des montants.

3.3.2. Ratios de rentabilité :

Rentabilité commerciale : une amélioration du taux de rentabilité commerciale est enregistrée durant les années or l'entreprise X a une meilleure productivité d'année en année et reste indépendante a sa politique fiscale grâce à son chiffre d'affaires qui augmente à chaque fois.

Rentabilité financière : une hausse du taux de rentabilité financière durant les trois années de 2016 à 2018, or les capitaux propres de l'entreprise x couvre son résultat net et ainsi peut approvisionner ses ressources propres.

Rentabilité économique : Durant les trois années étudiées le taux de rentabilité économique est positif et croissant, indiquant que l'entreprise X contribue amplement dans la réalisation de son résultat d'exploitation par le billet de ses capitaux investis.

3.3.3. Ratios de liquidité :

Liquidité générale : ce taux est supérieur à 1 durant toutes les années jusqu'à 2018 ou il est en surcroît du a la diminution des dettes à court terme cette année-là, nous déduisons que l'entreprise X prend en charge ses dettes à court terme grâce à la diminution de ses stocks et l'augmentation de sa trésorerie.

3.4. Discussions concernant le cas :

Dans cette troisième partie, nous notons l'efficacité de l'étude financière de l'entreprise. En effet, le diagnostic financier vise essentiellement à apprécier la façon dont l'entreprise gère ses opérations et ses fonds tout en faisant face à ses engagements.

L'étude du bilan financier, le compte de résultat ainsi que l'interprétation des ratios servent à juger la situation financière de l'entreprise, et sa performance en plus de ses avantages économique qui peuvent augmenter ses actifs ou son chiffre d'affaire afin de maintenir sa rentabilité d'une façon pertinente et efficace.

Dans notre cas l'entreprise X ayant demandé en 2019 un crédit moyen terme de 57 MDA afin d'ajouter une extension à sa demande de crédit moyen terme de 2018 pour l'augmentation de sa chaîne de production de 400 Litres / Heures à 2000 Litres / Heures se voit acquiescer un avis favorable à sa demande d'après les résultats des ratios qui ne représente aucune défaillance de l'entreprise X et qui mettent en avant sa totale flexibilité et son savoir-faire acquis d'une expérience professionnelle de plus de 25 ans transmise à travers le travail familiale.

Par ailleurs, et selon ses perspectives futures l'entreprise X répond à la capacité de prise en charge de ses besoins ainsi que de ses promesses par rapport à son institution de prêt qui est la banque, ainsi à déterminer son aptitude à garantir un équilibre financier et un développement notamment de son activité et productivité ainsi que de ses ressources financières, matérielles et humaines.

Compte tenu du dossier déjà traité au niveau de la direction de la BNP Paribas El Djazair la demande de crédits à moyen terme de l'entreprise X a reçu un avis favorable, en représentant un équilibre financier durant les années et une solvabilité en se référant à l'ancien investissement émis qui a porté ses fruits, la BNP Paribas accordera un crédit moyen terme de 52 MDA à l'entreprise X, pour un financement de 90% d'un équipement d'extension, ainsi avec un dépôt qui passe à 60% de son CA.

Conclusion des résultats et discussions :

Dans cette dernière partie nous avons exposé le traitement d'un cas pratique sur une entreprise X dont l'activité principale est la production de crème glacée, depuis son dépôt de dossier à l'obtention de son avis favorable, en passant par son étude de marché et une étude commercial.

L'analyse de l'activité est fondée sur les ratios qui ont mis en avant sa rentabilité et sa capacité de financement ainsi que son bon sens de gestion de ses biens et de ses flux, tout en veillant à maintenir son chiffre d'affaire et ses résultats réalisés et de toute évidence être leader sur le marché.

Conclusion Générale

Dans ce présent mémoire, nous avons essayé de répondre aux problématiques posées concernant les institutions financières telles que les banques et ainsi leur apport dans le développement économique à travers le financement d'investissement des entreprises.

L'objectif de notre mémoire est de contribuer à une meilleure compréhension du système financier et la démarche établie à l'octroi d'un crédit, commençant par des notions du système financier, ainsi que bancaire, et les notions sur le financement d'investissement qui se fait naturellement par les crédits à moyen ou long terme.

L'émission d'avis favorable concernant l'octroi de crédit est l'étape finale d'un financement d'investissement, car ce dernier requiert un processus dont le prêteur qui est la banque et son clients doit suivre afin d'étudier l'état de l'entreprise souhaitée être financé ainsi sa rentabilité afin de ne pas se soucier des problèmes qui peuvent impacter sur l'équilibre bancaire ou monétaire ainsi que les cycles économiques.

La banque reste partenaire de préférence des entreprises en sources de financement, cependant le banquier choisit la structure de financement adapté à sa clientèle selon ses besoins réels et cela se fera par un diagnostic complet en collectant toutes les informations détaillées sur l'entreprise, son activité, sa productivité et ses états financiers, ainsi les informations émis par le commerçant doivent être précises et claires afin de refléter l'image de son entreprise auprès du banquier étudiant son dossier et crée une relation de confiance entre les deux parties, et cela affirme l'hypothèse numéro 1 qui consiste que le montage d'un bon dossier de crédit est défini par le taux d'influence de l'analyse de déterminants et informations fournis par le commerçant.

En second lieu, après le diagnostic de l'entreprise le banquier se doit de vérifier sa solvabilité ou son bon fonctionnement durant les années ainsi que son apport positif à son environnement ou son secteur d'activité ou du moins sa fiabilité interne concernant ces comptes d'après un ensemble de techniques et états financiers, qui traduisent l'équilibre financier de l'entreprise, également qui permet d'ouvrir un volet sur son exploitation et sa productivité ainsi que ces ressources ainsi que ces capacités d'assurer un autofinancement en cas de risques.

En ce qui concerne l'importance de la situation financière dans le processus mentionné dans l'hypothèse 2 , notamment une analyses de ratios financiers reste la meilleure méthodes adaptées par les institutions de financement afin de définir la fiabilité de l'entreprise et son taux d'indépendance ainsi que la performance de ses facteurs de production sur son personnel , les acteurs contribuant à sa formation ainsi que son implication dans le développement de son environnement et de la croissance économique.

À cet effet l'analyse ainsi que le diagnostic de l'entreprise ainsi que les interprétations et conclusion de cela sont considéré comme indicatif des marchés en temps réel, et des risques qui peuvent être engendré ou les difficultés que les entrepreneurs ou commerciaux peuvent affronter afin de développer leur activité qui est considéré comme une caractéristique importante dans le développement de l'économie à travers la stimulation des opérations de marché et des emplois , également la satisfaction des consommateurs par la réalisation d'un service ou un produit au quotidien , et cela se réfère à l'hypothèse 3 concernant la contribution de l'évolution financière dans le développement économique.

Le financement d'une entreprise consiste à recouvrir ces besoins nécessaires à son développement, qui peut être un facteur essentiel dans son sucée, qui à son tour peut être un facteur de préservation de la cohésion économique et sociale.

Toutefois, une série de mesure est mise en place afin d'encourager les secteurs afin de développer et d'innover dans leurs domaines et environnement et ainsi donner une chance à chaque projet ou idée d'être une ressource dans le processus globale d'une bonne santé économique.

Bibliographie

- ✚ كلية الإدارة والاقتصاد :بغداد .«الاستثمار اهدفه ودوافعه » . (2006). ا لدكتور حاتم فارس الطعان
- ✚ AAOUID, B. (2017). *Analyse et gestion financiere* (Vol. tome 1). Marakkech : El watanya.
- ✚ Ayad Fouzia , Tahir Kahina. (2016). ANALYSE DES PERFORMANCES DU SYSTEME BANCAIRE ALGERIEN : Cas de la banque BADR (Bejaia). *Memoire en vue d el'obtention du diplome de master en science economiques , option : Monnaie Banque et Environnement International, Université Abderrahmane Mira . Bejaia .*
- ✚ Babacar Séne. (2018, mars). LA RELATION ENTRE FINANCE ET CROISSANCE REVISITÉE DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE : BANQUES VERSUS MARCHÉS FINANCIERS. 94 .
- ✚ BNP PARIBAS FORTIS. (2016, 02 08). *BNP PARIBAS FORTIS*. Consulté le 2020, sur <https://entreprises.bnpparibasfortis.be/fr/article?n=comment-composer-un-bon-dossier-de-credit->
- ✚ Bannaroach Sammy . (2018, 11 8). *Le « Know Your Customer » au sein des banques : une réglementation stratégique pour la relation-client*. Consulté le 2020, sur www.portail.arca.fr: <https://portail.arca.fr/le-kyc-au-sein-des-banques-une-reglementation-strategique-pour-la-relation-client/>
- ✚ Banque de France. (2020, 04 29). <https://www.banque-france.fr/>. Consulté le juillet 2020, sur <https://www.banque-france.fr/communiqu-de-presse/limpact-de-la-crise-du-covid-19-sur-la-situation-financiere-des-menages-et-des-entreprises-une>
- ✚ BNA, B. N. (s.d.). www.bna.dz. Récupéré sur <https://www.bna.dz/index.php/fr/nos-publications.html>: <https://www.bna.dz/images/pdf/Credit/Credit-dinverstissement.pdf>
- ✚ BNP PARIBAS FORTIS. (2016). *BNP PARIBAS FORTIS*. Consulté le 2020, sur <https://entreprises.bnpparibasfortis.be/fr/article?n=comment-composer-un-bon-dossier-de-credit-#content-item2>
- ✚ Danny CassimonMark A. DijkstraPeter-Jan Engelen. (2019). *Encyclopedia of Law and Economics. 2019*. New York: Springer.
- ✚ Deleplace Ghislain . (2018). *Histoire de la pensée économique*. Dunod.
- ✚ Elie Cohen. (1991). *Gestion financiere de l'entreprise et développement financier*. Vanves : EDICEF.
- ✚ Gaspard Claude. (2019, octobre 14). www.scribbr.fr. Consulté le 2020
- ✚ Giles Meyer. (2017-2018). *Analyse financiere*. Vanves: HACHETTE .
- ✚ Giorgio Fagiolo , Daniele Giachini , Andrea Roventini. (2019). *Innovation , finance and economic growth : an agent-based approach*. Springer-Verlag GmbH.

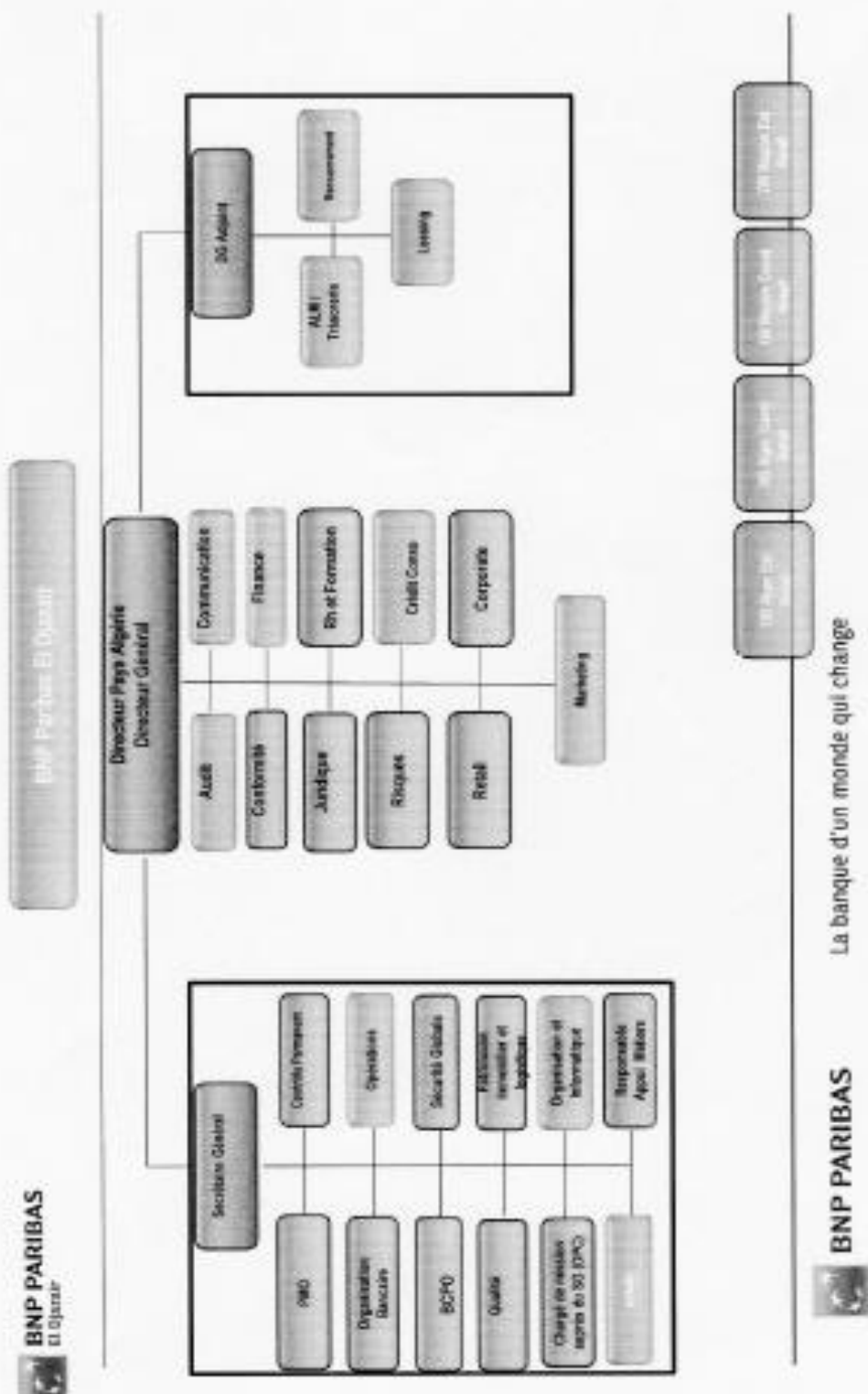
- ✚ Jean-Marc Béguin. (2008). *L'essentiel des techniques bancaires*. Paris : Groupe Eyrolles .
- ✚ JOSHUA KENNON. (2020, MAI). <https://www.thebalance.com>. Consulté le JUIN 2020, sur <https://www.thebalance.com/setting-investment-goals-for-financial-independence-4120968>
- ✚ Kaddour Nadia , Lakrib Hafida. (2018). L'analyse du crédit de la consommation : Cas CNEP Banque Tizi-ouzou. *Mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention du diplôme de master en science de gestion spécialité management bancaire*. Tizi ousou: Université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou.
- ✚ Kara Rabah. (2017). « Analyse du développement financier de l'Algérie (1962- 2015) , approche institutionnelle historique ». *Thèse de Doctorat , Sciences Economiques , « Analyse du développement financier de l'Algérie (1962- 2015) , approche institutionnelle historique »*. Tizi Ouzou.
- ✚ Karima Bouaïss, Frédéric Lobez et Jean-Christophe Statnik. (2019). *Économie et gestion de la banque*. Caen : EMS .
- ✚ KIAYIMA KITENGIE. (2019). ANALYSE DES DETERMINANTS D'OCTROI DE CREDIT BANCAIRE AUX COMMERCANTS DE KISANGANI PAR LA FIRST BANK OF NIGERIA (FBNBANK) - AGENCE DE KISANGANI. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 645- 659.
- ✚ Mohammedi Fatima Zahra. (2018). Le développement financier et la croissance économique dans une économie dépendante de ressources naturelles : Cas de l'Algérie 1970-2015 . *THESE en vue de l'obtention du doctorat en science économique , option : économie monétaire et financière , Université Abou Bekr Belkaid - Tlemcen , Faculté des Sciences Economiques , Commerciales et de Gestion . Tlemcen .*
- ✚ Nasri Zahir. (2019). Développement financier, structure financière et croissance économiques : Analyse appliqué au cas Algérien (1970-2015). *Thèse en vue de l'obtention du diplôme Doctorat en Sciences , option : Sciences Economiques , Université Ferhat Abbas . Setif .*
- ✚ Tadjeddine Yamina. (2018, 03). Les intermédiaires financiers, l'apport de la socio-économie. *University of Lorraine*.
- ✚ Tim Mazzarol , Sophie Reboud. (2020). *Entrepreneurship and innovation, Theory , practice and context* (éd. Fourth Edition). Singapore : Springer Nature Singapore Pte Ltd .

ANNEXE

ANNEXE A – ORGANIGRAMMES –

- ♦ Annexe A-1 : Organigramme général
de BNP Paribas El Djazair
- ♦ Annexe A – 2 : Organigramme
département Retail

Annexe A-1 : Organigramme v général de BNP Paribas El Djazair



ANNEXE B – BILANS-

- ♦ Annexe B- 1 : Bilan Actif 2016-2017 de l'entreprise x
- ♦ Annexe B-2 : Bilan Actif 2017-2018 de l'entreprise x
- ♦ Annexe B-3 : Bilan Passif 2016-2017 de l'entreprise x
 - ♦ Annexe B- 4 : Bilan Passif de l'entreprise x

Annexe B- 1 : Bilan Actif 2016-2017 de l'entreprise x

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise :
 Activité : FABRICAT PRODUITS GLACEES
 Adresse :

NIF: 101919127010114315271

Code activité: 111111

DIRECTION DES IMPÔTS
 CENTRE DES IMPÔTS - MOSTAGANEM

30 AVR. 2018

Exercice clos le: 31/12/2017

SERVICE PRINCIPAL DE GESTION
 ARSIZEN

BILAN (ACTIF)

ACTIF	2017			2016
	Montants bruts	Amortissements provisions et pertes valeurs	Net	Net
ACTIF NON COURANTS				
Ecart d'acquisition(ou goodwill)				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtimens				
Autres immobilisations corporelles	248 074 158	123 786 850	122 287 308	98 001 267
Immobilisations en concession	1 452 687		1 452 687	1 452 687
Immobilisations en cours	50 100 284		50 100 284	43 048 732
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT	297 627 129	123 786 850	173 840 279	140 502 686
ACTIF COURANT				
Stocks et encours	151 879 570		151 879 570	158 042 238
Créances et emplois assimilés				
Clients	207 342		207 342	207 342
Autres débiteurs	7 496 644		7 496 644	303 000
Impôts et assimilés	8 631 871		8 631 871	5 407 907
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	18 917 055		18 917 055	32 014 675
TOTAL ACTIF COURANT	187 132 482		187 132 482	196 976 162
TOTAL GENERAL ACTIF	484 759 611	123 786 850	360 972 761	337 477 848

Annexe B-2 : Bilan Actif 2017-2018 de l'entreprise x

PRÉFET DESTINE AU CONTRIBUABLE

Désignation de l'entreprise : XXXXXXXXXX

Activité : FABRICAT PRODUITS GLACEES

Adresse : XXXXXXXXXX

NIF: 00909027001001403627

Code activité: 000000

Exercice clos le: 31/12/2018

BILAN (ACTIF)

30 AVR. 2019

Service de la Fiscalité Industrielle et Commerciale

ACTIF	2018		2017	
	Montants Bruts	Amortissements provisions et pertes valeurs	Net	Net
ACTIF NON COURANTS				
Ecart d'acquisition(ou goodwill)				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtimens				
Autres immobilisations corporelles	308 378 983	142 971 743	165 404 820	122 287 308
Immobilisations en concession	1 452 687		1 452 687	1 452 687
Immobilisations en cours	71 458 187		71 458 187	50 100 284
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT	382 287 437	142 971 743	239 315 694	173 840 279
ACTIF COURANT				
Stocks et encours	125 955 639		125 955 639	151 879 570
Créances et emplois assimilés				
Clients	207 342		207 342	207 342
Autres débiteurs	54 802 434		54 802 434	7 498 644
Impôts et assimilés	5 779 949		5 779 949	8 631 871
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	100 028 627		100 028 627	18 917 053
TOTAL ACTIF COURANT	286 573 961		286 573 961	187 132 460
TOTAL GENERAL ACTIF	668 861 428	142 971 743	525 889 655	360 972 739

Annexe B-3 : Bilan Passif 2016-2017

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise : [REDACTED]
 Activité : FABRICAT PRODUITS GLACEES
 Adresse : [REDACTED]

NIF: [0/9/9/2/7/0/1/0/1/4/3/6/2/7]

Code activité: [111111]

DIRECTION DES IMPOTS
CENTRE DES IMPOTS

Exercice clos le: 31/12/2017

9 AVR. 2018
SERVICE PRINCIPAL DE GESTION
ARRIVEE N°: [REDACTED]

BILAN (PASSIF)

PASSIF	2017	2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis	114 700 000	114 700 000
Capital non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)	345 905	345 905
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	28 697 299	31 117 594
Autres capitaux propres - Report à nouveau	45 606 802	14 489 206
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
TOTAL I	189 360 006	160 652 707
PASSIFS NON -COURANTS		
Emprunts et dettes financières	38 335 674	53 515 026
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL II	38 335 674	53 515 026
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et comptes rattachés	625 260	19 548 085
Impôts	8 067 266	7 299 188
Autres dettes	114 163 474	85 594 268
Trésorerie Passif	10 441 081	7 868 674
TOTAL III	133 287 081	123 310 115
TOTAL GENERAL PASSIF I+II+III	360 972 761	337 477 848

Annexe B-4 : Bilan Passif 2017-2018

IMPRIME DESTINE AU CONTRIBUABLE

Désignation de l'entreprise : XXXXXXXXXX
 Activité : **FABRICAT PRODUITS GLACÉES**
 Adresse : XXXXXXXXXX

NIF: 00909027001014300207

Code activité: 000000
 DIRECTION DES REVENUS MOYENS
 CENTRE DES REVENUS MOYENS
 SERVICE PRINCIPAL DE GESTION
 COURRIER ARRIVEE 30 AVR. 2019 199

Exercice clos le: 31/12/2018

Service de la Fiscalité des
 Industriels et B.I.P.

BILAN (PASSIF)

PASSIF	2018	2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis	302 878 519	114 700 000
Capital non appelé		
Primes et réserves -Réserves consolidées(I)	345 905	345 905
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (I)		
Résultat net - Résultat net part du groupe(I)	17 320 421	28 697 299
Autres capitaux propres -Report à nouveau		45 606 802
Part de la société consolidante (I)		
Part des minoritaires (I)		
TOTAL I	320 544 845	189 350 006
PASSIFS NON -COURANTS		
Emprunts et dettes financières	179 873 341	38 335 674
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL II	179 873 341	38 335 674
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 557 942	825 260
Impôts	8 880 415	8 057 266
Autres dettes	1 463 255	114 193 474
Trésorerie Passif	14 559 786	10 441 061
TOTAL III	25 471 409	133 527 061
TOTAL GENERAL PASSIF I+II+III	525 889 695	361 212 741

ANNEXE C - COMPTE DE RESULTAT-

- ♦ Annexe C- 1 : Compte de résultat 2016-2017 de l'entreprise x
- ♦ Annexe C-2 : Compte de résultat 2017 – 2018 de l'entreprise x

Annexe C-1 : Compte de résultat 2016-2017 de l'entreprise x

IMPRIMERIE DESTINÉE À L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise : [REDACTED]
 Activité : FABRICAT PRODUITS GLACÉES
 Adresse : [REDACTED]

NIP: 1019191217010101436271

Code activité: 191111
 DIRECTION
 CENTRE DES IMPÔTS - MOSTAGANEM

31 AVR 2018

Exercice du: 01/01/2017 au: 31/12/2017

COMPTE DE RESULTAT

RUBRIQUES		2017		2016	
		DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
Ventes de marchandises					
Production vendue	Produits fabriqués		322 201 332		302 076 879
	Prestations de services				
	Vente de travaux				
Produits annexes					
Rabais, remises, ristournes accordés					
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes			322 201 332		302 076 879
Production stockée ou déstockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
I-Production de l'exercice			322 201 332		302 076 879
Achats de marchandises vendues					
Matières premières		87 859 002		128 371 309	
Autres approvisionnements		129 371 909		75 061 611	
Variations des stocks					
Achats d'études et de prestations de services					
Autres consommations		3 893 678		3 126 016	
Rabais, remise, ristournes obtenus sur achats					
Services extérieurs	Sous-traitance générale				
	Locations	15 984 044		9 921 462	
	Entretien, réparations et maintenance	886 373		641 329	
	Primes d'assurances				
	Personnel extérieur à l'entreprise				
	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	1 153 630		680 327	
	Publicité	5 302 442		24 110	
	Déplacement, missions et réceptions	1 250 620		134 330	
Autres services		4 561 022		3 262 360	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs					
II-Consommations de l'exercice		250 282 730		221 222 764	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)			71 908 612		80 856 115
Charges de personnel		21 266 361		16 696 091	
Impôts et taxes et versements assimilés		3 222 000		4 366 609	
IV-Excédent brut d'exploitation			47 430 251		59 804 515

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise :
 Activité : FABRICAT PRODUITS GLACEES
 Adresse :

NIF: 009080270101436271

Code activité: 111111

 DIRECTION DES IMPOTS
 CENTRE DES IMPOTS - MOSTAGANEM

Exercice du: 01/01/2017 au: 31/12/2017

COMPTE DE RESULTAT

 01/12/2017
 SERVICE PRINCIPAL DE GESTION
 ALGER

RUBRIQUES	2017		2016	
	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
Autres produits opérationnels		386 130		641 941
Autres charges opérationnelles	9 180		4 500	
Dotations aux amortissements	9 914 484		19 771 484	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provision				
V-Resultat opérationnel		37 892 737		40 470 442
Produits financiers				
Charges financiers	2 483 974		2 063 659	
VI-Resultat financier	2 483 974		2 063 659	
VII-Resultat ordinaire(V+VI)		35 428 763		38 416 783
Elements extraordinaires (produits)				
Element extraordinaires (Charges)				
VIII-Resultat extraordinaires				
Impôts exigibles sur résultats	6 731 485		7 299 188	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires				
IX-RESULTAT DE L EXERCICE		28 697 298		31 117 595

Annexe C-2 : Compte de résultat 2017-2018 de l'entreprise x

IMPRIME DESTINE AU CONTRIBUABLE

Désignation de l'entreprise : XXXXXXXXXX
 Activité : FABRICAT PRODUITS GLACEES
 Adresse : XXXXXXXXXX

NIF: 00999270101436271

DIRECTION DES IMPOTS-ANDELS
 CENTRE DES IMPOTS-ANDELS
 Cédex 1000000000

COURRIER
 ARRIVEE

30 AVR. 2019

Service de la Fiscalité du Secteur
 Industriel et B.T.P.

Exercice du: 01/01/2018 au: 31/12/2018

COMPTE DE RESULTAT

RUBRIQUES	2018		2017	
	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
Charges de marchandises				
Produits fabriqués		351 900 000		322 201 332
Produits vendus				
Prestations de services				
Vente de travaux				
Produits annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés				
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes		351 900 000		322 201 332
Production stockée ou déstockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
I-Production de l'exercice		351 900 000		322 201 332
Achats de marchandises vendues				
Matières premières	120 545 811		87 859 002	
Autres consommations	122 545 886		129 371 909	
Charges des stocks				
Achats d'études et de prestations de services				
Autres consommations	3 810 111		3 893 678	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats				
Services				
Sous-traitance générale				
Locations	6 549 976		15 994 044	
Entretien, réparations et maintenance	964 800		886 373	
Primes d'assurance				
Personnel extérieur à l'entreprise				
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	313 038		1 153 630	
Publicité	726 722		5 302 442	
Déplacement, voyages et réceptions			1 250 626	
Autres services	15 203 005		4 581 022	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs				
II-Consommations de l'exercice	270 859 129		260 382 720	
III- Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)		81 040 871		71 908 612
Charges de personnel	32 120 592		31 256 381	
Impôts et taxes et versements assimilés	3 519 000		3 222 000	
IV-Excédent brut d'exploitation		45 401 272		47 430 251

IMPRIME DESTINE AU CONTRIBUABLE

 Désignation de
l'entreprise :

Activité :

FABRICAT PRODUITS GLACEES

Adresse :

NIF: 101919127/011011413161271

Code activ. lib: 111111



Exercice du: 01/01/2018 au: 31/12/2018

COMPTE DE RESULTAT

RUBRIQUES	2018		2017	
	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
Autres produits opérationnels		3 605 198		386 130
Autres charges opérationnelles			9 180	
(Avenants aux amortissements)	19 184 893		9 014 464	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprises sur pertes de valeur et amortissements				
V-Resultat opérationnel		30 921 977		37 892 737
Revenus financiers		8 401		
Charges financières	8 644 742		2 483 974	
VI-Resultat financier	8 638 341		2 483 974	
VII-Resultat ordinaire(V+VI)		21 383 238		35 428 762
Element extraordinaire (produits)				
Element extraordinaire (Charges)				
VIII-Resultat extraordinaires				
Impôts exigibles sur résultats	4 062 815		6 731 463	
Impôts différés (variations sur résultats ordinaires)				
IX-RESULTAT DE L'EXERCICE		17 320 421		28 697 298

ANNEXE D – DOCUMENTATION SUR BNP PARIBAS ELDJAZAIR-



Le Groupe BNP Paribas

BNP Paribas a une présence dans 73 pays avec plus de 198 000 collaborateurs, dont près de 150 000 en Europe. Le Groupe détient des positions clés dans ses deux grands domaines d'activité : Retail Banking & Services (comprenant Domestic Markets et International Financial Services) et Corporate & Institutional Banking. En Europe, le Groupe a quatre marchés domestiques (la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg) et BNP Paribas Personal Finance est numéro un du crédit aux particuliers. BNP Paribas développe également son modèle intégré de banque de détail dans les pays du bassin méditerranéen, en Turquie, en Europe de l'Est et a un réseau important dans l'Ouest des États-Unis. Dans ses activités Corporate & Institutional Banking et International Financial Services, BNP Paribas bénéficie d'un leadership en Europe, d'une forte présence dans les Amériques, ainsi que d'un dispositif solide et en forte croissance en Asie-Pacifique.

BNP Paribas en Algérie

BNP Paribas El Djazair est une filiale à 100% de BNP Paribas, créée en 2002. Sa vocation est d'être une banque universelle qui offre des services de qualité supérieure à l'ensemble de ses clients. La banque est devenue une des toutes premières banques privées sur le territoire algérien avec des fonds propres de 28 milliards de DZD au 31 juin 2018. Forte de ces succès, BNP Paribas El Djazair a développé un réseau de près de 70 agences qui couvre l'ensemble du pays, avec une base déjà très solide à Alger et dans ses environs. Elle compte à ce jour plus de 1300 collaborateurs.

L'activité Leasing, ou crédit-bail, a rejoint les différents métiers présents au sein de la banque en Algérie en 2007. La banque bénéficie, par ailleurs, d'un partenariat avec Cardif El Djazair, filiale du Groupe BNP Paribas, dont l'activité est liée au secteur des assurances.

Une certification ISO 9001

Depuis mai 2014, BNP Paribas El Djazair est la première banque en Algérie à être certifiée ISO 9001 sur son activité Monétique liée à la gestion des cartes bancaires, des guichets automatiques de banque et à la gestion des réclamations. La banque a par ailleurs reconduit sa certification ISO relative à ses activités de commerce international couvrant les crédits documentaires, les remises documentaires, les garanties internationales, les virements internationaux et les transferts libres. Elle est aujourd'hui la seule à être certifiée ISO 9001 sur son activité leasing.

Un immeuble HQE, propriété de la banque.

Le siège social de BNP Paribas El Djazair est opérationnel depuis septembre 2015. Situé au quartier d'affaires de Bab Ezzouar, il est le premier de son genre en Algérie car construit selon la norme HQE, Haute Qualité Environnementale, répondant ainsi à la politique RSE du groupe.

L'activité Entreprises : une expertise reconnue

- Plus de 3000 clients entreprises répartis sur le territoire national: Akbou, Annaba, Bab Ezzouar, Béjaïa, Blida, Chéragas, Constantine, Hydra, Oran, Rouiba, Sétif, Sidi Bel Abbès, Skikda, Tizi Ouzou et Tlemcen.
- Une équipe commerciale de 50 professionnels dédiés au service des entreprises.
- Un partenaire de référence des grandes entreprises algériennes et multinationales ainsi que des PME-PMI.

Des partenariats opérationnels avec les métiers de BNP Paribas dans le monde

- Pôle Métiers et synergies, englobe les métiers Cash Management, Trade et Financements Structurés, et assure les synergies avec les métiers Leasing, Retail et Salle des Marchés.

« Trade Finance » Commerce International »

Une gamme de produits et services capables de sécuriser, garantir et financer l'activité des clients à l'international. (Lettres de Crédit, Garanties Internationales, etc.). La banque est certifiée ISO 9001-2008 sur toutes ses activités de commerce international.

Le Trade Center de BNP Paribas El Djazair est un support au niveau local pour réaliser ses opérations internationales. C'est aussi la mise à disposition du réseau des Trade Centers du groupe BNP Paribas à travers le monde.

« Cash Management »

Des solutions de e-banking innovantes et compétitives permettant aux entreprises d'améliorer la gestion au quotidien de leur flux de trésorerie et offrant une multitude de fonctionnalités en termes de reporting, de suivi en temps réel et de déboursement.

- Pôle Entreprises Multinationales, finance les projets et investissements étrangers.

Il est composé de chargés d'affaires spécialisés et dédiés, « points d'entrée » qui vous permettent d'accéder en toute simplicité à l'ensemble des services du groupe BNP Paribas.

Corporate Banking

Une offre spécifique tant en gestion et financement du cycle d'exploitation qu'en financement des investissements (Crédits d'investissement, Crédits de fonctionnement, Cautions de marché, Cautions en douane, etc.).

Le Leasing

Une offre complète à destination des grandes entreprises et des PME.



BNP PARIBAS
EL DJAZAIR

**La banque
d'un monde
qui change**



Salle de Marchés et Trésorerie de Change

Des produits et services de trésorerie avec des standards de qualité assurant des transactions fiables et efficaces.

BNP Paribas El Djazaïr est la première banque privée en Algérie à avoir obtenu l'Agrément d'Intermédiation en Opérations de Bourse, ce qui lui permet d'accompagner ses clients Entreprises dans leur introduction en bourse et de servir les clients particuliers et investisseurs pour la gestion de leur épargne en titres.

L'activité Particuliers & Professionnels

230 000 clients particuliers et professionnels servis par près de 70 agences, réparties sur plusieurs wilayas, sur le Grand Alger, Ain Temouchent, Annaba, Béjaïa, Biskra, Blida, Bordj Bou Arréridj, Bouira, Boumerdes, Chlef, Constantine, Hassi Messaoud, Jijel, Mascara, Médéa, Mostaganem, M'sila, Oran, Sétif, Skikda, Sidi Bel Abbès, Tlemcen, Tipaza, Tيارت et Tizi Ouzou.

Un service personnalisé et une offre produits évolutive

Votre banque au quotidien avec les packs «Tout en un», Découverte, Sérénité et Référence : Compte bancaire / Banque à distance sur bnpparibas.dz / Monétique (cartes bancaires : CIB et VISA) et disponibilité de multiples services sur l'ensemble des Guichets Automatiques

de Banque (GAB) de BNP Paribas El Djazaïr, agréés VISA, présents dans toutes les agences en Algérie / Rechargement Ooredoo sur les GAB / Accès au paiement sur internet avec la carte CIB / Paiement et virement par SMS / Deux Agences Digitales.

Solutions de financement : Plusieurs solutions de crédits immobiliers (crédit standard, crédit bonifié, crédit Immo Jeunes, crédit locatif et crédit travaux sans hypothèque), crédit à la consommation, financement des Professionnels avec le leasing et le crédit revolving, une exclusivité sur le marché bancaire en Algérie. Offres inédites dédiées à la vie professionnelle et à la vie privée des pharmaciens et des professions libérales de santé.

Bancassurance : Formules de Prévoyance pour les Particuliers et les Professionnels. Une assurance Multirisques Habitation couvrant les dommages aux biens.

Valorisation de l'épargne : Des solutions pour l'épargne à vue et à terme.

Une banque multicanal accessible : Plusieurs possibilités pour rester en contact avec la banque et ce à travers son réseau d'agences et de centres d'affaires, ses GAB multifonctionnels, son site internet bnpparibas.dz, adapté aux formats smartphone, tablette, son application mobile My Bank et son centre de relation clients Direct Call.

Le réseau de BNP Paribas en Algérie



Pour toutes vos questions, n'hésitez pas à contacter DIRECT Call :

DIRECT call
021 98 11 31
du dimanche au jeudi de 8h30 à 17h

DIRECT call
021 98 11 30
du dimanche au jeudi de 8h30 à 17h
et le samedi de 10h à 17h

Depuis la France
01 70 82 06 00



BNP PARIBAS
EL DJAZAÏR

La banque
d'un monde
qui change